

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 26 AVRIL 1978 - N° 686

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## PCF : L'ENJEU DU C.C.

Depuis le 19 mars, on dénombre plus de 60 lettres ou interviews de militants du PCF critiquant leur direction. Les intellectuels connus, Elleinstein, puis Althusser, s'y sont mis. Des membres de comités fédéraux ont fait connaître leurs divergences. Des rédacteurs de France Nouvelle et la Nouvelle Critique, d'anciens responsables locaux, un élu conseiller général, le rédacteur en chef d'Action, etc. d'innombrables cellules ont écrit aussi leurs divergences au bureau politique, même si elles ne les ont pas rendues publiques. Ça et là, il y a des démissions et en plus grand nombre des menaces de démissions. Coup sur coup, Le Point du Jour et Paris Hebdo, deux expériences qui se voulaient originales se sabordent. A n'en pas douter, les difficultés que traverse le PCF sont d'une grande ampleur.

C'est de cela que vont traiter les 140 membres du Comité central, réunis jusqu'à jeudi. A n'en pas douter non plus, le huis clos de la réunion sera propice à l'expression des divergences qui se manifestent au sein même de la direction, à son plus haut niveau. L'enjeu du Comité central, sera de tenter de colmater les brèches qui apparaissent, de tenter de canaliser le mécontentement, de faire en sorte que le fond de la politique révisionniste ne soit pas mis en cause. Pourtant, quels que soient les manœuvres, les efforts de rhétorique et les développements ultérieurs, le PCF ne pourra effacer les traces que va laisser sur lui cette crise issue de la défaite du 19 mars.

Lire en page 3

## LES PRIX FLAMBENT



<b>Charbon</b>	<b>+ 15 %</b>
<b>PTT</b>	<b>+ 20 %</b>
<b>Tabac</b>	<b>+ 15 %</b>
<b>EDF</b>	<b>+ 15 %</b>
<b>SNCF</b>	<b>+ 15 %</b>
<b>Métro</b>	<b>+ 10 %</b>

Les chiffres que nous publions ne sont que des indications. Ils sont hélas bien proches de la réalité que nous connaissons à l'issue du conseil des ministres de mercredi matin. C'est le début de l'opération «vérité des prix», qui va se traduire par une spectaculaire flambée des prix dont les travailleurs seront les victimes. Déjà, l'indice de mars se situe aux alentours de 0,8%.

## A qui sert la mort de Moro ?



Selon une information confirmée mardi matin, le corps d'Aldo Moro aurait été déposé dans les Abruzzes par les Brigades Rouges. S'il y a de fortes chances que Moro perde la vie, cette offensive aura été mise à profit concurrentement par le PC et la DC, pour renforcer les mesures de répression et pour «criminaliser» toute opposition à l'État.

Lire en page 12

## La CGT chez Barre

Après Maire et Henry, c'était, mardi, au tour de Séguy d'être reçu par Barre. Au moment où le gouvernement s'appête à annoncer des hausses de prix sans précédent, le secrétaire de la CGT aura quelque peine à parler de décrispation. Il ne devrait pas avoir de peine à se démarquer de Maire. Les travailleurs, eux, jugeront sur le terrain.

Lire en page 3

## Quand Séguy utilise les dissidents tchèques

Lire en page 3

## INCENDIE DU FOYER DE St DENIS

**«C'était  
comme de la poudre»**



Lire en page 8

## Mauroy, plutôt avec Mitterrand mais surtout ailleurs...

Pendant que Mitterrand ferraille contre Rocard, par Estier interposé, Mauroy, de son fief du Nord, ne se désintéresse pas de la situation... Mais dimanche, à l'occasion du Congrès fédéral de la fédération dont il est secrétaire, Mauroy semble avoir choisi un autre «réseau» que celui des textes et des contre-textes qui circulent plus ou moins clandestinement dans le PS.

C'est un certain nombre de propositions concrètes que Mauroy a faites. Huit mesures qui devraient, selon lui, améliorer le fonctionnement interne du PS.

Par ailleurs, il évoque la nécessaire participation des militants à l'élaboration du «projet socialiste». Mauroy devait confirmer que lui aussi n'entendait pas se couper du CERES : «Il faut garantir les droits de la minorité, mais éviter aussi les erreurs et les excès. Ils ne sont pas toujours le fait de cette minorité».

Ces propositions que Mauroy compte présenter à la Convention nationale recueilleront-elles l'assentiment des autres fédérations ? Cela dépend de Mitterrand.

## Sarre veut recommencer

«Les discussions qui se déroulent à la base, au sein des partis de gauche constituent une démarche salutaire», c'est du moins le point de vue de Sarre, candidat malheureux aux législatives, qui s'était fait discret depuis. Ce politicien à qui l'on en compte pas pense que «ce qui se passe au Parti communiste n'est pas une surprise, c'est un événement positif. Mais on ne peut pas se contenter de cela. Il appartient au PS, en donnant l'exemple, en posant à lui-même et à ses partenaires, les vraies questions, de faire que le phénomène s'amplifie».

Bien que quelque peu marginalisé du CERES ces derniers mois, il n'a pas oublié la logique de son courant : «C'est en allant au fond des choses, avec la volonté d'approfondir l'union de la gauche, que l'on repartira sur de nouvelles bases. A gauche, le temps de la grande explication est arrivé. Il faut revenir aux sources.»

Les «sources», c'est le programme commun ?

## Réunion de l'Internationale Socialiste

Une conférence sur le désarmement, organisée par l'Internationale Socialiste et le Parti Social-démocrate de Finlande, se tient actuellement à Helsinki. Le PS français est représenté par Robert Pontillon et Jean-Pierre Cot. Cette conférence a un but «exploratoire», puisque l'I.S n'a pas de position unie à propos du désarmement. Deux invités ont pris la parole lundi : le représentant des États-Unis à l'ONU, et Ponomarev au nom de l'URSS.

## Hernu fait le vide dans sa mairie

Le maire de Villeurbanne Charles Hernu, membre du comité directeur du PS, a retiré leurs mandats, la semaine dernière, à 3 conseillers municipaux. Ceux-ci appartiennent au groupe «Villeurbanne 2000». En mars 77, PS et PC se montraient à l'avant-garde de la politique de désunion de la gauche, dans cette grande ville de la banlieue lyonnaise. N'ayant pas réussi à s'entendre avec ses partenaires du PCF, Hernu proposait les places vides de sa liste à des «démocrates sincères», entendons par là, des gens de droite. Ils se situent en effet plutôt dans la mouvance de Gagnaire, l'ancien de droite. Un échange de lettres s'était produit durant la campagne législative, entre ce groupe et

leur maire. Un climat d'opposition larvée régnait depuis quelques temps. Le budget avait été voté in extremis, sous la menace de sanctions.

Or, la semaine dernière, Hernu a annoncé qu'il allait créer de nouveaux postes d'adjoints pour alléger ses tâches de maire puisqu'il avait été élu député. Ceux-ci, choisis parmi les conseillers PS, bien entendu, profiteraient des indemnités de Hernu.

Ces projets ne sont pas du tout du goût de certains. Les radicaux de gauche semblent se joindre à d'autres pour critiquer les méthodes de M. le député maire. Il faudra suivre la prochaine réunion du conseil municipal le 8 mai.

Marianne GIRARD

## A une semaine de la Convention nationale du PS

# MANOEUVRES TACTIQUES

■ A une semaine de la convention nationale du PS chacun fourbit ses armes. La direction du PS prévoit que les affrontements seront durs ; c'est sans doute la raison pour laquelle elle a décidé que — fait qu'on n'avait pas vu depuis longtemps — celle-ci se tiendrait à huis clos. Le mode de désignation est très restrictif : seul le secrétaire de chaque fédération sera convié. Ces mesures qui visent à limiter la portée du débat apparaissent pourtant bien dérisoires, il serait bien étonnant qu'elles parviennent à étouffer les contradictions.

Quelle est la question principale au centre des divisions ? Ce n'est pas tant le bilan à proprement parler des élections que les conclusions que chacun tire les résultats pour l'avenir. Fait sans précédent, les contradictions ne passent plus autant entre le CERES d'une part et les tendances dites majoritaires d'autre part, mais entre ceux qui veulent se lier au minimum au PCF, tel Rocard et ceux qui, même à des degrés différents, veulent reconduire l'union, et qu'elle soit autre chose qu'un simple accord de désistement.

### «Il ne saurait être question de revenir sur la stratégie d'Union»

(Estier)

Estier dans l'Unité, croise le fer contre Rocard, sans le nommer, en des termes assez durs. Ne doutons pas qu'il se fait l'interprète de Mitterrand.

«L'interrogation générale «Que faire maintenant ?» se subdivise elle-même en au moins deux séries de questions. Les premières concernent directement le parti lui-même, les nouvelles tâches qui l'attendent, la façon dont il entend les aborder et, en fin de compte, ses méthodes de fonctionnement. Ce dernier point n'est pas inédit (...) Mais il ne doit pas servir de prétexte à certains qui se croient toujours plus aptes que d'autres à représenter la «base» — en vertu de quel mandat ? — pour faire circuler des textes dont les objectifs sont bien différents et qui, sous le couvert de «casser» les courants et sous-courants, visent surtout à faire progresser tel d'entre eux au détriment des autres. (...)»

La seconde série de questions, que la convention du 29 avril abordera nécessairement, notamment à partir du rapport de Lionel Jospin sur les relations PS-PC, touche à la pratique de l'Union de la gauche. Je dis bien de la pratique, car il n'est pas question — il ne saurait en aucun cas être question — de revenir sur la stratégie unitaire définie il y a maintenant sept ans à Epinay et à laquelle le PS n'a jamais manqué. (...)»

Mais cette union, en raison même de la situation nouvelle dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, ne peut pas se résumer à la forme qu'elle avait revêtue depuis 1972, c'est-à-dire celle du Programme commun de gouvernement. Les choix fondamentaux de celui-ci demeurent entièrement vala-

bles, mais chacun sent bien qu'il ne constitue plus à lui seul une réponse suffisante aux questions qui nous sollicitent désormais. La pratique de l'Union de la gauche doit trouver de nouvelles formes. (...)»

C'est-à-dire que la convention nationale de la semaine prochaine ne fera qu'ouvrir un débat qui n'est pas près de s'achever.



Derrière ces débats se profile la désignation du candidat pour les présidentielles de 81.

On sait que Mitterrand avait déclaré à l'occasion d'une réunion de secrétariat que Mauroy et Rocard feraient de bons candidats pour ces élections. Il y avait été précisé tout de suite après qu'il n'avait pas rejeté l'hypothèse de se présenter lui-même.

Ceux qui y avaient vu de la part de Mitterrand une ouverture à Rocard se trompent lourdement. Mitterrand n'avait fait qu'affirmer que Rocard et Mauroy étaient les seuls à avoir la stature nationale suffisante. Rien de plus. Mitterrand en effet ne semble pas décidé à laisser la place à l'ancien secrétaire national du PSU. Chacun aujourd'hui dans le PS se situe par rapport aux deux tactiques représentées par Rocard ou Mitterrand. Le ralliement peu discret de Motchane à Mitterrand ne doit pas faire illusion : il s'explique par le fait que le CERES considère dans la période actuelle le premier secrétaire comme un moindre mal, comparé à «la ligne Rocard».

François MARCHADIER

### «Mitterrand a entrepris de grandes choses»

(Le CERES)

Motchane le numéro 2 du PS, faisait samedi une communication à la presse. Il parlait de Mitterrand en termes élogieux : «François Mitterrand a joué un rôle essentiel dans l'unité socialiste. Il n'est pas indifférent que ce soit un militant du CERES qui le rappelle aujourd'hui puisqu'à chaque fois que le PS a entrepris de grandes choses, l'entente entre le CERES et Mitterrand s'est trouvée au cœur de son action (...)»

Mais c'est précisément parce que la minorité a dit clairement ce qu'elle croyait devoir dire au moment où il s'agissait d'en décider qu'elle n'admettra pas qu'à l'examen de conscience auquel la défaite de la gauche appelle les socialistes soit substituée une sorte de règlement de compte rampant, où des dirigeants qui n'ont jamais contredit le premier secrétaire du PS, qui n'ont jamais cessé de se proclamer partie prenante de la politique du Congrès de Nantes (1977) tentent au-



jour d'hui de s'en démarquer. L'ex-minorité socialiste ne permettra pas à une majorité désormais caduque du parti de transformer le premier secrétaire en paratonnerre, elle qui usait de lui naguère comme un passeport. Le PS n'a que faire d'un courage rétrospectif qui n'est que lâcheté continue. Il n'y a d'autocritique valable que collective et positive (...)»

Je suis convaincu que, sous une forme ou une autre, des sortes d'états généraux de la gauche doivent permettre dans quelques temps à l'Union de prendre l'épaisseur sociale qui lui avait manqué jusqu'à présent.

### «Je ne baisserai pas les bras»

(Mitterrand)

Mitterrand, même s'il est moins réticent que Rocard pour l'Union de la gauche, n'entend pas reconduire le programme commun. Il a déclaré dimanche à Chateaubriant : «Il faut désormais reprendre les réalités (...) si la gauche n'a pas gagné, c'est en raison de la peur suscitée volontairement par le PCF, au risque d'en supporter lui-même les conséquences. Je vous le garantis, je ne baisserai pas les bras, et je refuserai toujours de laisser placer le PS en situation de dépendance vis-à-vis du PC».



## PCF : L'ENJEU DU COMITE CENTRAL

● Tous les militants attendent avec anxiété les résultats de la réunion du comité central, qui doit en principe se terminer jeudi soir. En témoignent les importantes commandes du numéro de vendredi de l'*Humanité*, qui publiera le rapport introductif à ce comité central. Pour une fois, la grande majorité des militants du PCF liront l'organe central de leur parti.

Plus encore que les décisions propres, c'est le ton du commentaire et des déclarations du CC qui est attendu. Certes, beaucoup de militants espèrent que le feu vert sera donné à une tribune libre dans l'*Humanité*, comme beaucoup espèrent en savoir plus sur la date du prochain congrès (prévu au printemps 79, mais qui peut être avancé). Mais ce qui est le plus attendu, c'est bien la manière dont le CC va se situer par rapport à la contestation d'aujourd'hui.

Cette contestation, elle continue, et très largement : pour la seule journée de lundi, on ne trouve pas moins de cinq prises de position publiques qui critiquent la direction

— Jacques Fremontier revient dans *Politique Hebdo* sur l'affaire de la brochure

«Vivre», et il dément la version de l'*Humanité*.

— Rouge publie deux lettres de militants du PCF : l'une qui affirme la volonté «d'éviter la dégénérescence du PCF», l'autre qui pose des questions sur l'union avec le PS, avec les gauchistes, et sur la démocratie.

— Althusser commence dans *Le Monde* une vaste série d'articles (4 pages) sous le titre : «Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste».

— Enfin, l'hebdomadaire régional *Sud* publie la prise de position d'André Terrisson, conseiller général de Lozère. C'est la première fois qu'un élu du PCF s'exprime dans le débat public amorcé il y a un mois. La déclaration de Terrisson a le mérite de regrouper un grand nombre de critiques jusqu'a-

lors exprimées : sur l'accord du 13 mars «qui fait rire ou pleurer selon les tempéraments», sur la ligne «ouvriériste» de ces derniers mois, sur la force de frappe, etc... Les conclusions de Terrisson sont également claires : «Pour ma part, la continuation de mon action militante au PCF dépendra des conclusions qui seront tirées (...) Attendons les compte-rendus des travaux du comité central avant de prendre une décision».

Attente anxieuse donc parmi les militants du PCF. Cette attente et les menaces de déchirements qui l'accompagnent fixent les limites des travaux du CC : qu'il adopte une position tranchante dans la droite ligne des communiqués du bureau politique, et la contestation ne fera que se raviver. Qu'il s'ouvre à certaines questions, et nombre de «contestataires» y verront une brèche où s'engouffrer. Dans un cas comme dans l'autre, la marge de manœuvre de ce comité central tant attendu demeure étroite.

## Hausse en cascade

# Un remède de cheval ? NON ! Une vraie déclaration de guerre !

Mercredi, le conseil des ministres fixera avec précision le montant des augmentations de prix qui interviendront pour certaines dès le 1<sup>er</sup> mai. Monory, nouveau promu au ministère de l'Économie devait préciser lundi la philosophie gouvernementale en matière de politique industrielle et de hausse des prix dans une conférence de presse. Avant lui, il est vrai, Barre à la tribune de l'Assemblée nationale avait déjà donné le «la». Ces révélations successives seraient programmées afin de tenter de désamorcer la colère que l'on ne s'y prendrait pas autrement... Procédé dérisoire ! Comment peut-on mépriser les travailleurs au point de penser que parce qu'on les a préparés par petites touches, ils sont prêts à subir une hausse qui sera probablement de :

- + 15 % pour l'EDF
- + 9 % pour GDF
- + 10 % pour la RATP
- + 15 % pour la SNCF

— + 15 à 20 % pour le paquet de Gauloises, etc..

Cela n'est que le hors d'œuvre puisque les prix industriels seront libérés dès le début de l'année prochaine et de manière irréversible a précisé Monory.

Le gouvernement est tellement conscient des répercussions que ces hausses vont entraîner sur l'indice que contrairement à ce que Barre avait fait en arrivant à Matignon en septembre 76, il se refuse à estimer la hausse totale des prix sur l'année ! Et cela avec un indice truqué. Selon Monory, «Il n'y a rien de pire qu'une norme fixée et non réalisée» résultat, il ne fixe plus rien sinon la liberté pour les capitalistes de fixer librement la hausse de leurs prix.

### LES CANARDS BOITEUX

Monory est revenu également sur la question des «canards boiteux». On ap-

pelle ainsi les entreprises qui ne parviennent pas à faire face à la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes entre eux. Pas de pitié pour eux a clairement exprimé le ministre ; ce qui signifie : tant pis pour le chômage que cette politique va entraîner. À peine Monory avait-il fermé la bouche que déjà il était officiellement annoncé 2 500 licenciements dans les Vosges chez Boussac, 560 aux Tanneurs Françaises Réunies, 700 chez Terrin où les travailleurs vont se retrouver sur le carreau s'ils n'engagent pas une lutte résolue.

Plus les jours passent, plus il apparaît que ce troisième gouvernement Barre est plus encore que les autres une déclaration de guerre aux travailleurs. Jusqu'en 80 en effet, les capitalistes semblent prêts à administrer ce qu'ils appellent «un remède de cheval» pour tenter de remettre leur économie sur pied.

## Après le Point du Jour, Paris Hebdo torpillé

## LE SIGNE EVIDENT DE DIVERGENCES POLITIQUES

● Réuni lundi soir, le Comité Fédéral parisien du PCF a décidé de faire cesser immédiatement la parution de son hebdomadaire *Paris Hebdo*. Les raisons invoquées sont d'ordre financier : la Fédération de Paris aurait actuellement de gros problèmes de ce côté-là. La «Fête de Paris» figure aussi au nombre des victimes de cette restriction budgétaire.

On ne peut pas séparer l'annonce de la cessation de *Paris-Hebdo* de celle du *Point du Jour*, quotidien régional lyonnais dont la non-parution a été décidée samedi soir, et mise en pratique dès ce lundi. On peut aussi faire le rapprochement avec la décision de la *Marseillaise*, quotidien du PCF pour le Sud-Est, de diminuer son personnel d'une quarantaine de personnes. Dans les trois cas, les raisons financières jouent un rôle certain : la presse du PCF se diffuse peu, proportionnellement au nombre d'adhérents de ce parti. Ainsi, le *Point du Jour* ne vendait guère plus de 2 000 exemplaires dans la dernière

période, auxquels il faut ajouter une dizaine de milliers d'abonnements de 6 mois qui venaient à expiration dans les prochaines semaines. Même problème pour *La Marseillaise* qui, malgré tous ses efforts et toutes ses compromissions, ne parvient pas à drainer suffisamment de publicité.

Pourtant, il y a d'autres raisons que ces simples questions de rentabilité, qui ne sont pas décisives dans le cas d'un parti comme le PCF, aux ressources financières énormes. Quand la décision de parution du *Point du Jour* avait été prise, en juin 77, les buts fixés étaient de faire un journal «différent de l'*Humanité*», «ouvert sur la vie», «parlant de tout». C'est exactement le contraire qui s'est produit : longs communiqués quotidiens des secrétariats fédéraux, polémiques constantes et rabacheuses contre le PS, autosatisfaction permanente, etc. La cinquantaine de journalistes recrutés pour la circonstance (à 90% membres du PCF) avaient dès le début fait connaître leur opposition à ce genre d'ouverture. *Paris-*

*Hebdo* avait aussi la même orientation de départ, et il l'a mise en pratique : ouverture aux écologistes, abord nouveau des problèmes culturels, incitation au débat, et même, depuis le 19 mars, à la critique. Dans le PCF, l'expérience de *Paris-Hebdo* était considérée par beaucoup comme un test quant aux capacités de transformation et d'adaptation de ce parti. Le test a échoué, et il faut bien voir la transcription, au niveau de l'appareil de presse du PCF, de contradictions politiques. Quel type de journal, pour quel parti, voilà une des questions sur laquelle s'affronte la direction. À part Wolinski, l'*Humanité*, nouvelle formule, ressemble comme une sœur à sa devancière. L'expérience du *Point du Jour* est morte, celle de *Paris-Hebdo* aussi. Le rédacteur en chef de *Action*, Jacques Fremontier, a donné sa démission. Autant de signes qui sont à la fois des preuves de l'existence de divergences au sein de la direction du PCF et des motifs de développements de ces contradictions : aujourd'hui la révolte gronde dans pas mal de rédactions du PCF : parmi les laissés pour compte du *Point du Jour*, mais aussi à la *Marseille*, à *France Nouvelle*, à la *Nouvelle Critique*, etc. Une difficulté supplémentaire pour le PCF dans la période.

## De retour de Prague où une délégation de la CGT a rencontré des signataires de la Charte 77

## QUAND SEGUY SE SERT DES OPPOSANTS TCHEQUES

● Georges Séguy tenait une conférence de presse lundi à son retour du Congrès de la FSM, où la CGT avait fait connaître ses réticences à certains aspects des syndicats des pays de l'Est.

Il a surtout annoncé que René Duhamel, secrétaire de la Confédération, avait rencontré «les principaux porte-parole connus de la Charte 77». La police avait arrêté plusieurs des signataires pendant le déroulement même du Congrès.

La CGT suit les traces, avec un certain retard, du PCF : il y a deux ans, un meeting était organisé à la Mutualité en l'honneur de Plioutch. La présence de Juquin, membre du bureau politique du PCF, en faisait un événement. Les centrales syndicales étaient toutes représentées, sauf la CGT, muette dès qu'il s'agissait des dissidents de l'Est. Le congrès de la FSM, où la CGT a refusé son poste au secrétariat, et la rencontre de certains signataires de la Charte ont mis la CGT au diapason du PCF. L'opération survient alors que les assemblées CGT faisant le bilan des élections sont plutôt houleuses, que les démissions, pour cause de «non-indépendance» vis-à-vis du PCF se multiplient.

L'opération de Prague est donc payante pour Séguy. Le secrétariat de la FSM était de plus en plus encombrant pour la CGT au moment où, mèche dans le PCF, on parle

d'anti-modèle à propos des pays de l'Est. La CGT continue cependant à se référer aux «victoires du socialisme» sur le plan économique de l'URSS et dans les pays sous domination soviétique. Un «socialisme» dans lequel les dirigeants CGT se reconnaissent, en fait.

Il est possible que la CGT aille jusqu'à quitter la

FSM. Séguy a nettement envisagé cette éventualité, lorsqu'il évoquait d'éventuelles «représailles contre l'audace dont a fait preuve la CGT. Il est évident que nous ne demanderons pas aux militants de la CGT qui travaillent dans le cadre de la FSM de subir de pareilles vexations», ajoutait-il.

Beaucoup de bruit de la part de dirigeants syndicaux qui ont été les derniers à «s'apercevoir» des manquements aux libertés syndicales en URSS, ou des interdictions professionnelles en Tchécoslovaquie. Beaucoup de bruit pour couvrir un ton qui dans la CGT, monte.

## Le SNES interdit de parole à Prague

La délégation du SNES a quitté le congrès de la FSM après qu'on lui ait refusé l'accès à la tribune. Le SNES avait l'intention d'intervenir à propos des discriminations dans le droit au travail dirigées contre les signataires de la Charte 77.

La délégation voulait aussi souligner : «Combien étaient visibles à l'image du socialisme des mesures de privation d'emploi à des enseignants de leur pays qui ont signé ou refusé de dénoncer la Charte 77».

Car pour ceux qui dirigent le SNES, la Tchécoslovaquie, c'est toujours le socialisme...

L'*Humanité* de ce mardi matin devait comporter une page recto verso «Rhônes Alpes». Les anciens lecteurs du *Point du Jour* seront déçus s'ils s'attendaient à trouver des informations régionales. Rien d'autre que les faits divers et quelques articles sur les luttes.

## Nouvelles de la Loire

**Répression anti-syndicale  
chez Zenith aviation  
(Roche la Molière),  
Lewinger (Roanne) et Term-Cailhoux  
(Pehussin, Bourg Argental) :**

Une nouvelle vague de répression anti-syndicale coïncide actuellement dans la Loire avec une indéniable reprise des luttes.

A Roanne, c'est aux Établissements Lewinger (bonneterie) que des licenciements de délégués du personnel sont intervenus. De nombreux licenciements avaient été prévus dont 15 de travailleurs mandatés syndicalement ou élus du personnel. Le ministère du Travail vient d'accorder le licenciement de 2 élus. Des débrayages et meetings à l'appel de la CGT et de FO sont en cours pour protester.

A l'usine Zenith de Roche-la-Molière, c'est un délégué syndical CGT qui est traîné en justice en vue de son licenciement. J.-L. Vial, militant CGT et PCF connu, ayant des responsabilités au niveau de la CGT départementale, avait déjà été attaqué avant les élections pour son activité chez Zenith. Les élections passées, la direction règle ses comptes. «La société Zenith est-elle animée par un esprit de revanche ?» s'interroge la CGT qui est intervenue auprès du directeur départemental du travail pour l'annulation.

Plus grave encore est la citation en justice de six responsables syndicaux (CGT et FO) de Term-Cailhoux, entreprise occupée depuis quatre semaines au Pehussin, à Bourg Argental et Annonay. Lundi 24 avril devant les tribunaux de Saint-Etienne (pour 4 d'entre eux) et Annonay (pour les deux autres) ils comparaitront en référé suite à l'occupation des locaux. Dans le même temps, la société Zenith Solex (encore elle) prétendait reprendre l'entreprise et se présenter comme partenaire dans la signature d'un protocole de réintégration des travailleurs licenciés de Term-Cailhoux... étalé en un an ! Les syndicats dénoncent «ce simulacre de négociations qui n'avait d'autre but qu'une simple tentative de diversion pour faire porter la responsabilité aux salariés d'une fermeture qu'ils savaient imminente». Une étude du Comité d'Entreprise vient actuellement de préciser d'ailleurs que «l'activité de fabrication est parfaitement saine ; l'effectif complet est indispensable et devrait même s'accroître pour répondre à une charge normale tout en maintenant le réseau régional de sous-traitance.» Des réunions d'information doivent se tenir avec les maires de canton de Pélussin, les organisations agricoles (FDSEA, CDJA).

Les organisations CGT, CFDT, FEN de Bourg Argental apportent leur soutien. Une journée portes ouvertes est envisagée rapidement.

### Journée d'information dans l'habillement stéphanois

Jeudi 20 avril, la CGT appelait à une journée d'action dans l'habillement de la région stéphanoise. Une délégation de représentants CGT des usines Just à coudre, Mail, Gunther Royon, Sydoux, Letaby, Blauners, Laffond, Ixeco, Bayard, s'est rendue à la préfecture pour présenter les revendications des 1 500 travailleurs de ces neuf entreprises en prise notamment avec des difficultés d'emploi. Une conférence de presse s'est tenue dans les locaux de Just à coudre, usine occupée du quartier du Soleil à St Etienne. Des délégués de St Etienne, Sorbiers, Firaning, Saint Chaumont, Grand Croix et Rive de Giers étaient présentes parmi les travailleuses de Just à coudre, avec Michèle Clavaron, de l'UD-CGT et Mme Collange de la CGT Habillement. Évoquant la situation des neuf entreprises rassemblées, la CGT fit remarquer que cinq d'entre elles emploient des stagiaires payées 400 F par mois, que sur les neuf citées, huit travaillent à 100 % en sous-traitance, et la dernière à 70 %, que des licenciements ou menaces de licenciements pèsent sur toutes ces entreprises.

La délégation qui s'était rendue à la préfecture a pu rencontrer le sous-préfet «chargé des questions sociales» qui a promis de ménager une entrevue avec la CGT et le PDG de Just à coudre (parti avec huit machines la veille de son dépôt de bilan, le 9 février dernier). La CGT a conclu en appelant au renforcement de l'action et de la solidarité autour de Just à coudre occupée.

### Débrayages «symboliques» à Manufrance

CGT et CFDT appelaient, à la veille du Conseil d'administration de Manufrance, (tenu vendredi 21 avril) à un arrêt de travail, fort «symbolique», d'une demi-heure ! C'était pour les syndicats l'occasion, de donner lecture d'une motion au premier ministre exigeant «que tout soit mis en œuvre pour qu'un règlement immédiat et positif du montage financier soit trouvé, dans l'intérêt de l'entreprise, des sous-traitants et des salariés» : on voit dans quel ordre de préoccupation est tenu l'emploi des travailleurs par rapport à la «sauvegarde de l'entreprise» et des PME qui en vivent ! Pendant ce temps, le PDG Gadot Clot cherchait à Paris d'ultimes appuis et deux nouveaux administrateurs éventuels à présenter au C.A. de Manufrance cette semaine.

## PAYSANS EN LUTTE

# Contre la politique du Marché commun

## 15 000 PAYSANS MANIFESTENT A FOUGERES

● 15 000 agriculteurs de l'Ouest ont manifesté lundi après-midi à Fougères contre la politique agricole commune. Cette manifestation était appelée par la FNSEA, le jour de l'ouverture des négociations annuelles sur la fixation des prix de la campagne 78-79. Pour les organisateurs, cette manifestation devait constituer un «avertissement au gouvernement». Au cours du meeting, les thèmes développés étaient ceux de la garantie d'un revenu décent, du démantèlement des montants compensatoires monétaires et d'une dévaluation du franc vert importante et immédiate afin de favoriser les exportations.

Les FDSEA de l'Ouest en désaccord avec la politique de Debatisse, avaient été priés de ne pas

Lundi à Fougères, la FDSEA, a invité les paysans de l'Ouest à manifester, «pour leurs revenus et pour leur avenir». La mobilisation avait été très active, le choix de Fougères se voulait symbolique «la capitale des agriculteurs qui veulent défendre leurs revenus, leur avenir, le droit de vivre comme les autres». De plus Fougères a vu se dérouler de nombreuses manifestations paysannes dont quelques unes extrêmement violentes. Cependant il a toujours été délicat de faire la distinction entre la part de révolte des masses réduites chaque jour un peu plus à la misère, et à l'exode, et la part de calcul des directions syndicales soucieuses de faire défendre un certain nombre d'intérêts corporatistes. Cette fois encore le but avoué est de diriger vers Bruxelles la colère paysanne.

Lundi au moment où plusieurs milliers de manifestants se retrouvaient, les négociations sur la fixation des prix agricoles pour la campagne 78 s'ouvraient à Luxembourg. Cette année, ce qu'il est convenu d'appeler le marathon, est arbitré par Finn Olav Gundelach le président de la commission de la CEE pour les questions agricoles. Afin de réduire le nombre de nuits passées à discuter, il avait entrepris une série de voyages auprès des différents gouvernements de l'Europe des Neuf. Mis à part le délicat problème de l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché commun, il reste bien des sujets d'affrontement. Si les partenaires de la France sont soulagés par l'échec de la gauche, qui avait l'intention de remettre en cause le fonctionnement actuel de l'Europe Verte, le ministre français est contraint sous peine de s'exposer à la colère des paysans, à réclamer : une réduction et plus tard le démantèlement des montants compensatoires monétaires, et une revalorisation d'au moins cinq pour cent des prix agri-

manifester. Cependant, une pancarte de la Sarthe indiquait : «Non à la taxe».

La manifestation relativement importante marque le réel mécontentement des agriculteurs de l'Ouest. La référence à la marée noire n'était pas absente. Cependant, le but des organisateurs était de canaliser ce mécontentement pour amener à soutenir Méhaignerie dans les négociations de Bruxelles : le refus de parler de la taxe de co-responsabilité, et les thèmes mêmes de la manifestation le prouvent. Encore une fois, les réelles revendications des agriculteurs les plus touchés n'ont pas été prises en compte par la FNSEA.



coles. Le débat le plus difficile reste avec l'Allemagne qui voudrait imposer une réduction de sa contribution au budget agricole de l'Europe. En outre, la solidarité de sa monnaie lui procure la possibilité d'acheter moins cher que ses partenaires des produits tel que le soja qui entrent pour une bonne part dans l'alimentation animale. Par exemple avec cent kilos de lait payés au prix européen, un paysan allemand peut acheter cent vingt kg. de soja américain ; un paysan français seulement quatre vingt cinq. Donc première constatation, il reviendra plus cher au paysan français de produire un litre de lait qu'à son homologue allemand. En outre, si le producteur français voulait vendre de la viande à l'Allemagne, elle serait taxée de 20 % environ ce qui rendrait difficile l'exportation. Ce sont les montants compensatoires qui ont été versés par le FEOGA (fonds européen d'orientation et de garantie agricole) qui constituent cette taxe payée solidaire-

ment par les partenaires de la CEE. Ainsi la France qui se place dans le milieu du tableau des valeurs des monnaies, les unes par rapport aux autres, débourse en 77 environ un milliard quatre cent millions de francs et l'Allemagne bien plus. Au contraire, la Grande-Bretagne empochera cinq milliards cent soixante millions de francs. Si ce système satisfait l'Angleterre qui reçoit une subvention pour «consommer européen», il pénalise inégalement les producteurs français. Ils voient leurs produits concurrencés par ceux subventionnés (le porc) provenant des pays voisins. Mais ils sont dans l'impossibilité d'exporter les excédents parce que trop renchérissés au passage des frontières par les montants compensatoires.

A Luxembourg, Méhaignerie prendra prétexte de la journée d'agitation de la FRSEA de l'Ouest à Fougères pour tenter d'obtenir quelques concessions de ses partenaires. Les «syndicalistes» de la Fédération sont prêts à jouer le jeu.

Pour que rien ne trouble cette journée, ils ont refusé que les fédérations d'exploitants de Loire Atlantique, du Finistère, et du Morbihan (qui refusent le prélèvement de la taxe sur le lait) soient associées à la manifestation. Le MODEF également exclu, participait tout de même au rassemblement. Les Paysans Travailleurs ont également pris position : «Les Paysans Travailleurs sont solidaires des petits et moyens paysans qui manifestent à Fougères, mais ils rappellent que même sans montants compensatoires, les laitiers continuent d'inventer et d'appliquer diverses primes de quantité et pénalités de toutes sortes. Il sera encore nécessaire demain que les producteurs se groupent face à leurs entreprises de transformation pour défendre leur revenu et empêcher l'élimination des plus petits... et il ne faut pas compter sur la FNSEA pour cela». Ils dénoncent la direction de la Fédération qui manipule les paysans et soulignent que l'essentiel est pour les producteurs une augmentation en pourcentage du prix des produits accompagnée d'un quantum, c'est-à-dire dans le cas du lait «d'un certain litrage payé au prix de revient».

Dans cette affaire, le travail semble partagé. Le débat technique est mené à Luxembourg sur les montants compensatoires et le relais est assuré à Fougères par le syndicalisme officiel de la FNSEA qui offre au gouvernement en «faisant manifester» ses troupes l'appui docile de la masse des paysans. Mais cela n'est que le schéma théorique proposé par les dirigeants et leurs amis au pouvoir. Dans les campagnes, en disant massivement depuis un an «non !» aux diktats de Bruxelles sur la taxe, les paysans ont bien montré qu'ils savaient se débarrasser le moment venu des directions et des dirigeants qui font obstacle à la lutte contre leur élimination.

Bernard PELO

## Marseille

## DEPOT DE BILAN CHEZ TERRIN ?

● L'Union des syndicats CGT des Bouches du Rhône, les responsables syndicaux des chantiers navals de la Seyne, de la Ciotat ainsi que de la réparation navale et des professions portuaires marseillaises, ont tenu la semaine dernière une importante conférence de presse, à Marseille. Au cours de celle-ci, ils ont annoncé que le grand groupe de réparations navales Terrin, pourrait déposer son bilan incessamment.

A l'appui de ces dires, deux documents parlants ; le premier, la lettre de Jacques Bojin, vice président directeur général de la SPAT (Société Provençale des Ateliers Terrin), présentée au comité d'entreprise de la dite société. Cette lettre dit entre autres « Il paraît aujourd'hui que certains des intérêts en présence préfèrent attendre que le dépôt de bilan soit inéluctable plutôt que de donner au groupe les moyens d'éviter ce qui

sera une véritable catastrophe sociale et économique au niveau de la région ». Venant d'un membre de la direction, ces dires sont d'autant plus probables ! Un second document fait lui aussi état d'importants licenciements. Il s'agit d'un mémorandum destiné au secrétaire général du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI), qui préconise un allègement des effectifs de 800

travailleurs : trois cents d'entre-eux, pourraient « bénéficier » c'est aussi une proposition d'une mise en retraite anticipée autrement dit d'une retraite au rabais, moyen qu'a trouvé l'auteur du document, sans doute pour tenter d'éviter la lutte !

Le document dit précisément : « La solution de loin préférable consiste à effectuer immédiatement trois cents mises à la retraite anticipées au niveau du groupe, rééquilibrées, si nécessaire par des mutations inter-sociétés, ainsi qu'environ quatre cent cinquante autres départs qui pourront être obtenus par des démissions ou des licenciements ». On ne peut être plus clair !

Dépôt de bilan ? 800

licenciements ? Il est en fait probable que le « plan de redressement » de Terrin ait pour conséquence, au minimum, 800 licenciements, au minimum, car le groupe de réparation navale qui emploie environ 4 000 travailleurs au travers de 16 sociétés, « fournit » de surcroît, du travail à plusieurs entreprises de sous-traitance dans la région marseillaise, qui elles emploient aussi globalement quelque 4 000 travailleurs !

Les travailleurs de Terrin, risquent donc d'être touchés, très vite, par les conséquences de la restructuration des chantiers navals, une des principales envisagées, avec la sidérurgie dans les mois à venir, par le pouvoir. Ils ne sauraient l'accepter.

## Industries pétrolières et pharmaceutiques

## LES EFFECTIFS BAISSENT

● Contrairement à la sidérurgie, à la réparation navale ou au textile, on n'assiste pas actuellement dans la chimie à des « dégraissages » massifs, ce secteur étant pour le moment rentable pour le patronat, au travers de toutes les activités qu'il regroupe. Il n'en reste pas moins que les trusts pétroliers, pharmaceutiques ou plastiques licencient quotidiennement de nombreux travailleurs ou travailleuses. Ces licenciements « indolores » car ils ont lieu petit à petit sont la conséquence de la rationalisation qui s'opère dans le secteur chimique depuis quelques années et qui, selon une étude que vient de rendre publique la CFDT dans une conférence de presse, est en train de s'accélérer.

Cela est particulièrement net dans l'industrie pétrolière. Si l'on n'a pas assisté à de vastes restructurations dernièrement, il reste qu'en 5 ans, le nombre d'emplois a diminué de 7,10 % : alors qu'en 1972, cette industrie employait 46 674 travailleurs, leur nombre a diminué progressivement pour atteindre 43 358 en 1977. Et tout dit

que cette tendance risque de continuer, les patrons eux-mêmes ne le cachent pas. Le patronat pétrolier français entend accélérer dans les mois à venir l'automatisation et en même temps, la productivité, surtout dans ses installations de raffinage.

Les raisons : selon le patronat, ce secteur du raffinage a des surcapaci-

tés qu'on ne peut utiliser, il n'est donc pas rentable. A vrai dire, une chose est sûre : les patrons de l'industrie pétrolière, français mais aussi européens, préféreraient placer leurs investissements dans le domaine de la recherche et de l'exploration, face aux Américains. Les licenciements de travailleurs qui risquent de se poursuivre dans les mois à venir, s'accompagneront pour ceux qui resteront d'une aggravation des conditions de travail : il est prévu que les services de maintenance et d'entretien des installations pétrolières soient encore plus que par le passé confiés à des sociétés de sous-traitance, qui emploient des travailleurs intérimaires mal formés d'où des risques plus grands d'accidents.

Dans l'industrie pharmaceutique, les travailleurs

surtout les travailleuses (57 %) ne sont pas mieux lotis puisque c'est en un an seulement que les effectifs ont diminué de 7,1 % (15 760 ouvriers en 76 et 14 639 en 77).

Par contre, l'automatisation entraîne l'augmentation du nombre des cadres et de la maîtrise. Le secteur commercial augmente en valeur absolue puisqu'il représente 11,3 % du personnel en 77 (10,89, en 76). Cela s'explique bien sûr par la politique des trusts pharmaceutiques, consistant de plus en plus à promouvoir, en vue d'un profit toujours plus grand, toute une série de médicaments inutiles. Cela n'empêche d'ailleurs pas, rentabilité oblige, qu'un certain nombre de visiteurs médicaux, chargés du travail de « promotion » soient licenciés !

## DES OUVRIERS DE LA COMPAGNIE DES SIGNAUX EN GREVE

Les ouvriers de la Compagnie des Signaux se sont mis en grève le lundi 17 avril au matin. Leur dernière grève date de 74. Les 300 ouvriers de cette entreprise de bâtiment et de travaux publics ont lancé ce mouvement alors que les négociations de la convention collective se mènent. Leurs revendications portent sur :  
- l'augmentation de la prime de grands déplacements (les ouvriers changeant constamment de chantiers dans tout le Finistère). Ils réclament 75 F de prime plus l'indexation sur l'indice hôtelier (afin de couvrir les frais d'augmentation des prix), aux dernières négociations,

ils avaient obtenu 70 F plus l'indexation.

- Un roulement entre les ouvriers du Nord Finistère et ceux du Sud Finistère.

- 1/2 h d'information syndicale.

- Augmentation de salaire de 5 % de plus que la convention collective n'accorde.

- Révision des qualifications (les titulaires de CAP ne sont payés qu'au salaire de simple OS).

Les travailleurs de la Compagnie des Signaux ont manifesté la semaine dernière dans les rues de Brest, affirmant leur détermination à continuer la lutte jusqu'à satisfaction totale des revendications.



## Usinor Longwy : l'atelier des essais en grève

Depuis le 5 avril, les travailleurs de l'atelier des essais d'Usinor Longwy sont en grève avec débrayages qui vont de 2, 4 et même 8 heures par poste. L'atelier tourné en 3 x 8. Ainsi, le 3<sup>e</sup> tour est entamé à Usinor-Longwy. Nous sommes en conflit avec la direction de l'usine et du service pour dénoncer les mauvaises conditions de travail, l'insécurité, le niveau de sous-qualification et les salaires très nettement insuffisants. Depuis que dure le conflit, deux AG regroupant les travailleurs ont eu lieu afin de décider en commun la marche à suivre et le résultat des entrevues avec la direction.

Correspondant Usinor

SOPAD (Paris 19<sup>e</sup>) va fermer ses portes

La direction générale de Sopad-Nestlé vient d'annoncer un plan de fermeture pour l'usine SOPAD du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Cette usine emploie aujourd'hui 650 personnes. La mise en place de ce plan doit démarrer au printemps 79, et sera étalée sur 5 ans. Le groupe a commencé à construire une nouvelle usine à Itancourt, dans l'Aisne, près de Saint-Quentin, qui doit remplacer celle de Paris. Elle y a d'ailleurs déménagé 5 groupes de machines de fabrication du potage, vers Noël. Cette usine présente l'intérêt, pour la direction générale, d'être située au centre de 5 ou 6 autres du groupe, qui compléteront ainsi plus facilement leur production ! Mais pour les travailleurs de Paris 19<sup>e</sup>, c'est autre chose. Bien sûr, on va leur faire miroiter qu'une somme importante est prévue pour la formation et le reclassement. Mais eux, que vont-ils devenir ? La question de la lutte est aujourd'hui posée, d'autant plus que ce serait une usine de plus rayée de la carte à Paris.

## Un ouvrier tué sur le chantier de la centrale de Dampierre en Burly

Vendredi dernier, un nouvel accident du travail s'est produit sur le site de la centrale nucléaire de Dampierre en Burly. Un ouvrier de l'entreprise Coignet, M. Bennaventura est tombé d'un échafaudage à la tour n° 3, et a fait une chute de plusieurs mètres. L'ambulance du chantier l'a évacué, grièvement blessé, sur l'hôpital d'Orléans. Bien sûr, c'est le silence sur les causes précises de l'accident, qui a suscité la colère parmi les ouvriers du site. Pour eux, c'est encore une fois l'absence de sécurité qui a tué.

## Tanneries françaises : 562 licenciements au Puy et à Bort les Orgues

562 licenciements, c'est ce qui a été annoncé lundi lors du CE des Tanneries Françaises ! Environ 60 % des ouvriers ! 392 au Puy (dont 39 pré-retraites et 22 délégués), et 170 à Bort-les-Orgues (21 pré-retraites et 15 délégués). Pour ceux qui restent, un plan de redressement a été présenté, mais il est à peu près certain qu'au bout d'un an, ce sera la fermeture pure et simple. Il est question de créer d'ici peu 2 sociétés. Parmi les travailleurs de Bort et du Puy, c'est la colère. Des assemblées générales, mardi à Bort les Orgues, et jeudi au Puy, doivent réunir tous les travailleurs pour envisager la riposte.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

Achetez  
le Quotidien du Peuple  
tous les jours  
dans le même kiosque

# Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

## APPEL AUX MILITANTS DU P.C.F

La réalité vous la connaissez.

Votre direction vous a dit : «Le 12 on vote communiste, le 13 le PS accepte de négocier, le 19 les changements que vous attendez».

Elle vous a dit : «21 % de voix ça ne suffit pas, il faudrait 25 %».

Elle vous a dit : «Nous n'irons pas à l'Elysée».

Mais le 12, le PCF avait moins de 21 %, le 13 il signalait un accord vide avec le PS, le 19 la gauche était battue.

Barre a succédé à Barre et Marchais est allé à l'Elysée.

Depuis septembre, la direction du PCF a poussé de hauts cris contre le virage à droite de Mitterrand. Pourtant le PS n'a pas viré à droite, il a bien toujours été à gauche, un parti de la bourgeoisie qui va prendre ses leçons de socialisme chez Schmidt et Soarès.

Le 13 mars l'Humanité titrait : «Ça y est». Le bureau politique a présenté l'accord de façade comme un bon accord. Cela n'a trompé personne. Aujourd'hui la direction du PCF tente d'esquiver ou de repousser les questions des travailleurs et les votants. Selon elle, elle n'a pas véritablement commis d'erreurs.

Mais les faits sont là, et les faits sont têtus.

Ainsi, votre parti au cours de ces dernières élections, a, il faut bien le dire reculé à 20,5 %.

Il a reculé de façon très importante dans plusieurs régions ouvrières :

Seine St Denis : 6,5 %  
St Ouen : 7 %  
Bouche du Rhône : de 1,7 à 4 %.

### ► Pourquoi le PCF régresse-t-il ?

Au moment où la crise s'aggrave pour la classe ouvrière et d'autres couches du peuple, comment se fait-il que votre parti ait reculé ?

La droite reste au gouvernement, le parti socialiste grâce au Programme commun de 1972 est devenu le premier parti de gauche, et votre parti recule. Le peuple de ce pays serait-il devenu inconscient de ses intérêts ?

Mais nous vous le demandons fraternellement, votre parti répond-il bien aux aspirations profondes de notre peuple aujourd'hui ?

Vous voyez échapper à l'influence de votre parti, une série de mouvements.

Comment cette nouvelle génération de militants syndicalistes, pourrait-elle vous suivre alors que dans les luttes de ces dernières années le PCF leur est apparu comme un parti s'efforçant d'imposer son contrôle sur les grèves et sur les syndicats. Ce contrôle a la plupart du temps étouffé les mouvements de lutte au profit des élections au lieu de les aider à se coordonner et à se développer.

La jeunesse, vous auriez pu espérer qu'avec le vote à 18 ans, le PCF en tirerait les fruits. Eh bien non !

Cela prouve-t-il que la jeunesse populaire soit indifférente à l'avenir de la société ? Certainement pas. Ce sont les propositions du PCF qui n'ont pas été de nature à la mobiliser. Comment pourrait-elle

suivre ce parti, alors qu'en 1968, quand elle était mobilisée, le PCF a brisé son énergie révolutionnaire.

Comment ces nouveaux mouvements écologistes et femmes, qui sont apparus dans l'aggravation de la crise ces dernières années, pourraient-ils s'engager aux côtés du PCF, alors qu'il les a combattus au départ.

Ces mouvements traduisent des aspirations nouvelles, le PCF s'est refusé à les prendre en compte.

En vérité, votre parti n'est-il pas en décalage avec ces forces vives de notre pays ? Ne rame-t-il pas à contre courant de ce qui peut mobiliser les larges couches du peuple ?

Ces dernières élections ont traduit dans une certaine mesure que l'essentiel de ces courants qui veulent transformer la société, ont échappé à l'influence du PCF.

Comme le faisait remarquer un rédacteur de France Nouvelle, les voix des révolutionnaires ajoutées à celles des écologistes représentent 6 à 7 % des suffrages dans le pays.

Cela fait un tiers de votre électoral.

### ► Tirer toutes les leçons de la critique de l'URSS

Mais plus profondément, qu'est-ce qui fait que vous n'arrivez pas à entraîner les travailleurs et les nouveaux mouvements de lutte autour de vos propositions.

Il y a deux façons de répondre à cette question. La première, c'est celle de votre direction : le PCF a toujours eu raison, il a toujours raison, il aura toujours raison. C'est de la faute aux autres.

La deuxième qui va au fond des choses, c'est de chercher à comprendre dans les attitudes et les propositions du PCF, ce qui ne va pas.

Regardez par exemple, la façon dont le PCF apprécie l'URSS.

Votre direction n'a pu faire autrement que de critiquer les aspects les plus voyants de l'oppression contre les travailleurs en URSS. Pour elle, l'URSS, ce n'est pas la liberté mais, c'est quand même le socialisme. Ce régime est un repoussoir hideux, qui n'a plus rien à voir avec le socialisme ; il faut le condamner comme nous condamnons lespires Etats réactionnaires.

Séguy a beau soutenir officiellement l'opposition syndicale en URSS : dans Prague normalisée il n'en continue pas moins à siéger aux côtés des syndicats qui ne sont que des relais de l'oppression des régimes de l'Est.

Mais si votre direction ne condamne pas ces régimes, ce n'est pas un hasard, c'est que dans son fond, la société qu'elle projette pour la France a beaucoup de points communs avec les pays de l'Est, même si elle dit qu'en France avec le PCF les libertés seraient garanties.

L'insistance des dirigeants du PCF pour occuper certains ministères clés, sans modifier les rouages de l'Etat, leur volonté de nationaliser le maximum d'entreprises, tout en préservant les normes du profit capitaliste, leur intention de faire jouer à l'appareil syndical, un rôle de gestion et d'enca-

drement dans les entreprises, tout cela ne forme-t-il pas un projet cohérent d'un capitalisme d'Etat où pouvoir politique et pouvoir économique seraient concentrés dans les mains de ce parti, sans que les travailleurs puissent le moins du monde prendre directement leurs affaires en mains ?

Est-ce que déjà nombre de travailleurs n'expriment-ils pas leur inquiétude et leur distance envers un tel projet ?

Regardez : la dernière période montre que là où le PCF apparaît plus nettement dans les entreprises, contrôle entièrement le syndicat, la CGT perd des adhérents et des voix (de 5 à 14 % aux dernières élections professionnelles).

Imaginez-vous ce que cela prouverait à l'échelle d'un pays que votre parti gouvernerait. En se coupant ainsi des travailleurs, il en serait réduit pour garder le pouvoir à employer des moyens de plus en plus autoritaires et répressifs : n'est-ce pas là ce qui se passe à l'Est ?

C'est un problème qui est trop grave pour que vous l'évacuiez comme le fait votre direction, car nous sommes convaincus que pour vous, militants, ce n'est pas à cela que vous voulez aboutir.

Il faut aller à propos du capitalisme d'Etat en URSS, jusqu'au bout des critiques et remettre en cause votre propre parti ; car fondamentalement il ne se distingue pas de cette conception des rapports entre le parti, l'Etat, les organisations de masse et les travailleurs.

### ► Qui a la parole dans le PCF ?

Ce n'est pas un hasard également, si aujourd'hui dans votre parti, le fonctionnement interne est largement remis en cause. Le fonctionnement de votre parti ne peut être séparé du projet de société qu'il propose.

Les décisions graves de votre parti, comme l'abandon de la dictature du prolétariat vous sont annoncées à la télévision.

Le centralisme démocratique qui donne à un parti communiste toute sa vie, s'est depuis bien longtemps transformé en centralisme bureaucratique, et vous a réduits au simple rôle d'exécutants sans pouvoir. Bien sûr vous pouvez discuter dans les cellules, mais en quoi cela influe-t-il sur la ligne du PCF ?

Les Congrès se tiennent avec une grande partie de fonctionnaires et de cadres du PCF, quel rôle joue la classe ouvrière et les simples militants dans ce système de fonctionnement.

Et surtout, quelles sont les idées, les propositions qui sont en définitive écoutées ? Celles-là seulement qui vont dans le sens de ce qui a déjà été dit par la direction, qui ne sortent pas du cadre, ou qui acquiescent. Qui a la parole, en fin de compte ? Les ouvriers qui veulent se battre contre les capitalistes, qui veulent l'abattre et croient sincèrement qu'avec le PCF la classe ouvrière peut et doit faire la révolution et diriger une société complètement nouvelle, la société socialiste ? Sûrement pas. Combien d'ouvriers, depuis des années l'ont cru, ont tenté d'exprimer leur énergie et leur enthousiasme et ont été réduits au silence et finalement

ont quitté votre parti, profondément déçus et écoeurés. Ils se comptent par dizaines de milliers.

Le résultat, vous le voyez aujourd'hui : le PCF se détache des masses, il est en décalage avec leurs aspirations. Ce que vous dites n'est pas compris, vous rencontrez l'indifférence à vos explications et les propositions que vous avez défendues ne soulèvent l'enthousiasme des masses et elles s'organisent de plus en plus en dehors de vous.

Votre parti, en définitive, tente d'imposer son point de vue aux masses.

Imaginez-vous ce que cette absence de démocratie donnerait si elle était appliquée à l'échelle de toute la société.

Votre parti recule depuis plusieurs dizaines d'années, vous vous interrogez sur l'avenir.

Votre direction vous a fait jouer le jeu électoral depuis des années. Lorsque les grèves éclataient on vous a souvent fait croire qu'il valait mieux les modérer sous prétexte qu'elles risqueraient d'effrayer une partie des électeurs.

Pourtant ces électeurs là se sont quand même effrayés, et les plans d'austérité sont passés tranquillement au détriment des travailleurs.

### ► Quelle voie prendre après le 19 mars ?

Il faut changer d'urgence de voie et favoriser les luttes.

Mais votre direction dans cette situation où la crise s'aggrave, où va-t-elle vous entraîner aujourd'hui ?

Certains dans votre parti, comme Elleinstein et chez les politiciens bourgeois qui vous critiquent parlent beaucoup du PC italien et du PC espagnol. Ce serait pour eux la voie à suivre. Mais cette voie où mène-t-elle ?

Vous voyez aujourd'hui le PC italien en alliance avec la démocratie chrétienne se faire le champion dans la classe ouvrière de l'austérité, des sacrifices, et le meilleur défenseur de l'ordre bourgeois.

Vous voyez aujourd'hui le PC espagnol, de même, soutenir par le pacte de la Moncloa la politique d'austérité des héritiers du franquisme.

Quels que soient les choix que fera votre parti, les Marchais, Laurent et Leroy vous entraînent tous dans une voie sans issue pour les travailleurs, allez-vous continuer à vous éloigner des travailleurs et du peuple, et vous compromettre avec ces gens-là.

Le PCF, sous la direction depuis des dizaines d'années, des Thorez, Duclos, Waldeck-Rochet, Marchais a abandonné, un à un, tous les principes révolutionnaires. C'est dur à l'admettre pour vous militants qui croyez à l'avenir, au socialisme, au communisme, mais votre parti n'est plus un parti communiste.

C'est dur à l'admettre pour vous, mais il faut aujourd'hui rejeter ce parti.

Camarades, Au moment où la crise s'aggrave, où les travailleurs acceptent de moins en moins ce système, où les grèves, les luttes dans de nombreux domaines vont reprendre, il faut faire confiance à la classe ouvrière et à ceux qui veulent abattre le capitalisme.

Il faut rassembler avec nous toutes les forces qui luttent dans ce sens de manière dispersée depuis des années.

Ce n'est pas par les élections que nous mobiliserons ces forces et l'ensemble des travailleurs pour avancer vers le socialisme, mais c'est en favorisant les luttes, en les développant, en les coordonnant. C'est seulement ainsi que les travailleurs prendront confiance en eux, en leur force ; c'est seulement ainsi que les organisations de masses se développeront, que les travailleurs apprendront à lutter et à s'organiser sur le terrain de l'action politique pour en finir avec cette société.

### ► Quel socialisme pour la France ?

Aujourd'hui, la crise qui secoue cette société est la plus grave depuis la guerre. Tous les secteurs de l'économie, toutes les couches du peuple sont frappés. Alors que ceux qui nous gouvernent et les partis de gauche sont profondément divisés, les travailleurs ont de plus en plus conscience que ce système a fait son temps, qu'il faut changer radicalement de société. Le socialisme, cet espoir si souvent dénaturé et différé, est plus que jamais vivant.

Mais il n'a rien à voir avec la caricature représentée par les pays de l'Est où l'on exploite et on tire sur les ouvriers en grève, où l'on emprisonne et torture les opposants.

Il n'a rien à voir avec le projet de votre parti. Les travailleurs de notre pays ne veulent pas servir de masse de manoeuvre pour un projet de société qui n'a rien de commun avec leurs aspirations. Les luttes d'aujourd'hui et de demain sont porteuses d'exigences d'une société radicalement différente.

Une société où le pouvoir ne soit plus détenu par une minorité placée au-dessus des masses pour les dominer mais où la classe ouvrière et les masses populaires dirigeront effectivement les affaires du pays. Le socialisme c'est la démocratie la plus large pour le peuple. C'est bien cette société qui peut mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, satisfaire des besoins des travailleurs et assurer une réelle indépendance du pays. C'est bien ce pouvoir de la classe ouvrière qui peut liquider les séquelles de la vieille société en réduisant les différences de classes.

Le socialisme dans notre pays, nul ne le façonnera à la place de ceux que le capitalisme exploite et mutile.

C'est l'avènement d'une telle société dans notre pays qu'il faut préparer dès maintenant.

### ► Construire le parti de type nouveau

Pour faire payer la crise à la bourgeoisie, pour préparer la révolution et le socialisme de demain, la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire,

camarades, d'un parti communiste de type nouveau.

Ce parti ne peut en aucune façon constituer une machine bureaucratique imposant son point de vue aux travailleurs. Ce sont les masses qui font l'histoire et ce n'est qu'en partant de leurs idées, de leurs initiatives de tous les jours pour transformer radicalement cette société, en les rassemblant et en les réfléchissant qu'il peut élaborer la ligne juste pour notre révolution. Un tel parti, loin de se substituer aux masses, libère leur initiative créatrice, concentre un lui tout ce qui s'inscrit dans la perspective de la Révolution socialiste.

Ce parti ne peut en aucune façon fonctionner selon le centralisme bureaucratique où quelques uns décident et imposent la ligne ou les changements de ligne, tandis que les cellules ne peuvent mener que des discussions sans effets.

Dans ce parti, la démocratie c'est la démocratie prolétarienne : elle permet, une large et vivante confrontation des points de vue sur la base de la pratique, pour dégager en se fondant sur le marxisme, les propositions politiques correspondant aux aspirations de la classe ouvrière.

Dans ce parti, le centralisme rassemble en un tout unique l'effort d'ensemble des communistes pour progresser effectivement dans la préparation de la Révolution.

Ce parti communiste de type nouveau, nous avons commencé à en jeter les bases. Il a besoin de l'énergie, de l'enthousiasme, de l'expérience de lutte de tous ceux qui ont la conviction que la classe ouvrière est bien la classe qui peut diriger jusqu'au bout, en unifiant autour d'elle le peuple, la révolution et la construction d'une société nouvelle : la France socialiste.

Camarades, nous vous le disons fraternellement, il faut choisir : le PCF a fait faillite.

Engagez la discussion avec nous. Rejoignez notre parti, pour construire le parti communiste de type nouveau.

Choisissez résolument le camp de l'avenir, de la révolution et du socialisme.

24 avril 1978

Le Comité Central  
du  
Parti Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

### Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,  
75 924 Paris Cedex 19

## Audiopradiif

Audiopradiif est un collectif qui se propose de former ceux qui veulent prendre en charge l'expression audiovisuelle de leur expérience et de leurs luttes, de leur vie, pour que le cinéma ne reste pas la propriété de «spécialistes», fussent-ils militants. Ceci à travers l'utilisation extrêmement simple et peu coûteuse du Super 8 sonore.

Audiopradiif propose également son aide pour mettre en forme des documents qui pourraient être ensuite réalisés, et aider à leur diffusion.

— Thème du prochain stage : Mythe et réalité des vacances chez l'homme de la rue

— Prise de vues et de son : week-end des 6 et 7 mai

— Montage et sonorisation : week-end des 13 et 14 mai.

Renseignements et inscriptions :

Audiopradiif 14 rue Nanteuil

Tél : 535 03 45 et 531 43 38

## Contre les expulsions d'étrangers : victoire à Besançon

L'arrêté d'expulsion datant d'octobre 77 vis-à-vis de Mustapha Kharmoudi vient d'être abrogé par le ministère de l'intérieur après avoir été déjà suspendu par le tribunal. Cette nouvelle victoire contre l'arbitraire à propos d'un militant de l'UNEM (étudiants marocains) accusé d'avoir des sympathies avec le Polisario, intervient donc après des mois au cours desquels la mobilisation fut à plusieurs reprises intense à Besançon. C'est le résultat de la solidarité active de ses camarades de faculté mais aussi d'un grand nombre de travailleurs qui avaient participé aux manifestations.

## Grèves à l'École Normale : à Besançon aussi depuis le 17

Dans toute la France se développe un mouvement de grève contre l'aggravation des mesures de sélection et de répression, en particulier à l'issue de l'école. Titularisation automatique à l'issue du stage, suppression des mesures de radiation pour double échec au CAP ou CFEN. Sur cette base, et de façon générale pour contester la formation professionnelle actuelle et l'absence de garantie de poste fixe à l'issue de l'école, les futurs instituteurs de Besançon se sont engagés à leur tour depuis lundi 17, en grève illimitée.

Par ailleurs, le SGEN-CFDT appelle à une manifestation nationale des écoles normales :  
le Mardi 26 avril à 14 heures  
Place Denfert-Rochereau à Paris

## Cinquante enfants intoxiqués au Mans

Une intoxication alimentaire a touché les enfants de deux écoles primaires du Mans. A la suite de leur déjeuner de vendredi, une cinquantaine d'enfants ont eu des troubles, étourdissements et nausées. Ils ont été hospitalisés et dimanche, deux d'entre eux étaient encore sous surveillance. Une enquête est en cours. On se souvient que pour les enfants des centres aérés parisiens, gravement intoxiqués durant l'été 76, seule la ténacité des parents avait permis, à la suite d'une importante mobilisation, un contrôle sur l'hygiène des cantines scolaires.

## Le Gaz de France blanchi après un accident mortel

Le tribunal de grande instance de Brest vient de relaxer un employé d'EDF-GDF, inculpé après une explosion qui avait tué quatre enfants dans un souterrain, en 1975. L'inculpation d'un agent EDF était déjà scandaleuse, alors que la responsabilité de la compagnie était, semble-t-il en jeu. Aussi la relaxe de l'employé n'est pas critiquable. Mais du coup, le Gaz de France est blanchi de cet accident, le tribunal ayant estimé qu'il «n'était pas établi que le gaz provenait de la distribution Gaz de France».

# Incendie à Saint-Denis dans un immeuble de la Sonacotra

## «C'EST COMME DE LA POUDRE»

●Trois blessés, soixante familles, la plupart portugaises, sinistrées, c'est le premier bilan de l'incendie qui a ravagé un immeuble de la cité de transit des «Francs-Moisins» à Saint-Denis (93). Des immeubles qui se transforment en véritables torches ! Les habitants du foyer familial de la Sonacotra découvrent avec horreur les conditions de sécurité criminelles dans lesquelles ils sont logés, et pourtant ces conditions avaient été améliorées sur la pression des locataires.

8 h 15, un court-circuit dans un lecteur de cassettes déclenche un début d'incendie dans un appartement, au premier étage. Le locataire de cet appartement tente de l'éteindre : il doit vite y renoncer, les cloisons sont de véritables allumettes ! L'alerte est immédiatement donnée aux habitants de l'immeuble. Un autre locataire tente encore d'éteindre l'incendie, qui se propage extrêmement rapidement : les deux extincteurs qu'il essaie sont vides ! C'est la panique. Une femme saute du quatrième étage pour échapper au brasier ; elle sera grièvement blessée. Son mari saute aussi : fracture d'un membre. Le troisième blessé est par brûlure : en ouvrant une porte, l'appel d'air attise une flamme.

En une dizaine de minutes, c'est tout l'immeuble qui est la proie des flammes. Les tôles se tordent sous la chaleur, le feu progresse entre les parois qui servent de faux-plafonds, les planchers s'écroulent... Le même scénario dramatique qu'à Paileron.

La rentrée scolaire a certainement permis d'éviter une catastrophe qui aurait pu être meurtrière : à cette heure-ci, les femmes accompagnaient leurs gosses à l'école... Les familles sont bouleversées, les pleurs déchirent l'atmosphère enfumée, couvrant l'agitation et le bruit des lances à incendie que

les pompiers dirigent sur ce qui n'est plus qu'une carcasse calcinée...

Des familles des bâtiments voisins ont évacué, elles aussi, leurs appartements, sortant ce qu'elles pouvaient de peur que l'incendie ne se communique à leurs immeubles.

Un ancien et une femme, un enfant dans les bras, sont assis sur des valises dans un coin de la cité, l'air affligé... Il ne veut pas voir les ruines brûlantes... ils habitent un immeuble semblable et sont angoissés à l'idée de devoir rejoindre leur logement : «C'est comme de la poudre, tout est pourri. Pourtant l'association avait demandé de revoir la sécurité, de mettre des portes pare-feu... Ils s'en moquent. Ce qu'ils veulent, c'est mettre l'argent dans leurs poches». Cette cité de transit en bordure de l'autoroute du nord date d'une dizaine d'années : il y avait là un bidonville. La Sonacotra s'est arrangée avec la municipalité PCF pour construire des bâtiments et loger les familles du bidonville, en attendant que la mairie puisse les loger définitivement. Une affaire rentable pour la Sonacotra : des bâtiments dont on peut se demander s'ils répondent à une norme quelconque en matière de sécurité. Des constructions qui, apparemment ne doivent pas coûter cher, vu l'épaisseur des cloisons. «Il suffit de planter un clou pour passer chez le voisin»



s'indigne un locataire, «Et ils nous demandent 650 francs pour un quatre pièces. Il n'y a aucun entretien. Dans la cave, il y avait un interrupteur «provisoire» : deux fils à nu. Celui qui ne savait pas se prenait le courant en cherchant le bouton, et tout comme ça !»

Des cloisons faites de polystyrène, de carton, d'aggloméré de bois ! Un assemblage dangereusement incendiaire sur une structure métallique que la Sonacotra a fait doubler en 75 d'une paroi en plâtre, comme mesure de protection contre l'incendie ! Une mesure économique dont on peut juger l'efficacité ! Le cynisme de la Sonacotra éclate

sans vergogne. Tricard, l'un de ses responsables, déclare : «Ces bâtiments ne sont pas prévus pour durer et nous ne souhaitons pas qu'ils durent». Faudra-t-il attendre qu'ils soient tous la proie des flammes pour les voir disparaître ?

Et qu'a fait la municipalité PCF pour assurer des logements définitifs et décentes aux familles immigrées de cette cité «provisoire» qui dure depuis dix ans ?

Mais la douleur d'avoir tout perdu dans la catastrophe (par manque d'information il semble qu'aucune famille n'était assurée contre l'incendie) se transforme en colère. Un travailleur portugais qui habitait l'immeuble détruit est révolté : «C'est nous (les immigrés) qui faisons les boulots les plus durs, qui fabriquons ces bâtiments. On y laisse les os, quand c'est pas sur les chantiers, c'est dans ces accidents».

Les discussions s'animent dans les groupes de travailleurs et les familles de la cité.

Les flics ne se trompent pas sur le sens de cette animation et essaient de disloquer les groupes, prenant pour prétexte la circulation et la sécurité, alors qu'ils sont sur les trottoirs à 100 mètres de l'immeuble qui continue de se consumer...

Mais la révolte est là et s'affirme !



● Après la révélation des dangers du pétrole de l'*Amoco Cadiz* et que de nombreux troubles eurent été enregistrés chez les bénévoles, quelques prises de sang, dont on ne connaît pas les résultats, ont été effectuées. Mais dans l'ensemble, la presse bourgeoise a fait silence sur les risques encourus. Or la liste des personnes qui se font examiner ne cesse de s'allonger, sans que pour autant des mesures préventives soient prises (celles réclamées par les comités anti-marée noire et par le Clisact). Aujourd'hui, nos envoyés spéciaux versent deux pièces importantes à ce dossier. La première est le témoignage personnel de deux jeunes volontaires travaillant à Tréoupan, révélateur du cynisme du pouvoir. Pendant le même temps, «les requins de la marée noire» font des affaires, y compris sur le nettoyage. Des affaires prometteuses, semble-t-il, car la marée noire, poussée par les courants, ramène sa pourriture jusque dans la baie de Douarnenez, à Ste-Anne la Palud, à Kervel, au Ris. Les bateaux de Saint-Guenolé qui avaient décidé de pêcher la sardine dans la baie d'Audierne ont dû faire route jusqu'à Glenans ; chacun de leurs coups de filet ramenait du mazout... Avec les vents qui ont tourné au sud c'est maintenant Telgruc et Morgat qui sont menacés. Debout sur le port de Mogeriec, face à la mer, un pêcheur nous a dit : «De cette marée noire, on ne connaît que le jour où elle a débuté. Personne ne sait quand elle finira...»

Cette plage à l'entrée de l'Aber Ilgut vient de subir la 2<sup>e</sup> vague de la marée noire

## Marée noire

# ● LA VRAIE VIE DES VOLONTAIRES ● LES BONNES AFFAIRES DE LAVING-GLACE

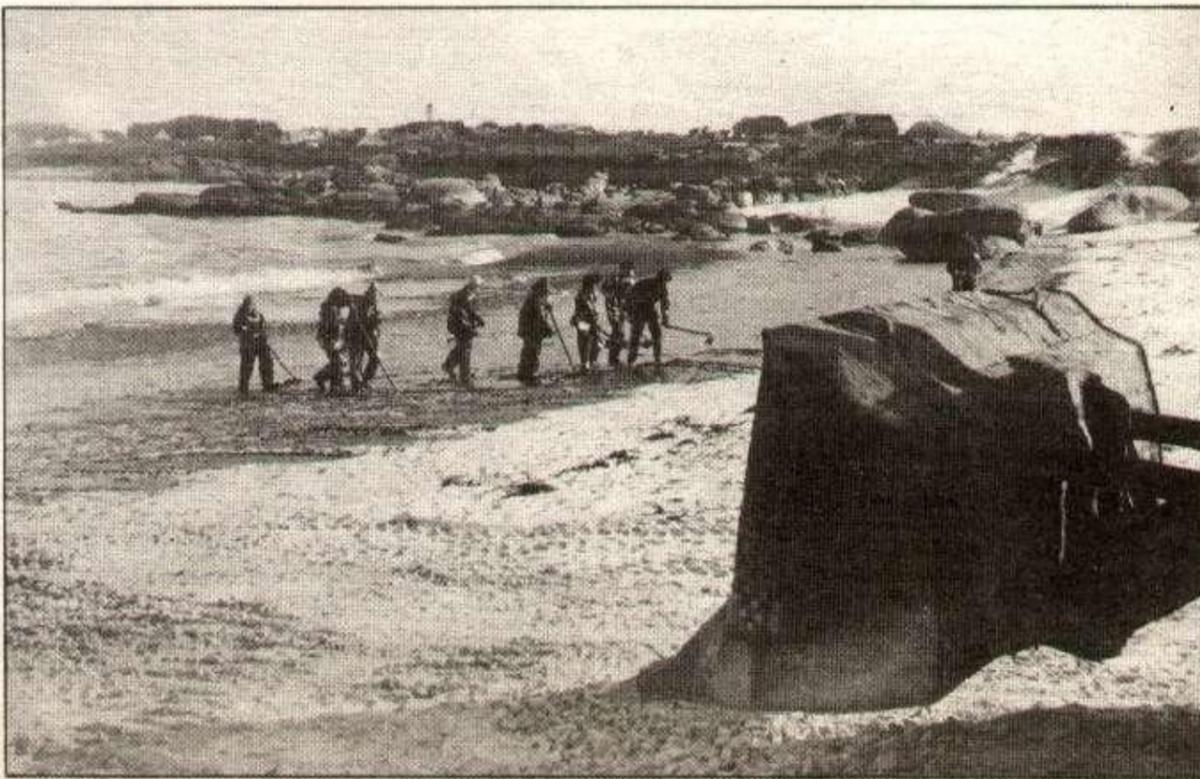


Photo QdP

## «Laving-Glace cherche manutentionnaire»

### Les requins de la marée noire

A l'ANPE de Brest, on peut trouver actuellement l'annonce suivante : «*Laving-Glace cherche manutentionnaires pour 8 jours*». A Laving-Glace on précise la nature du travail : il consiste à séparer les algues du mazout ramassé sur les plages, ou de nettoyer les bateaux qui l'ont transporté. Le travail s'effectue à la station de dégazage du port de commerce de Brest. Les horaires sont de 8 h à 12 h le matin et de 14 h à 20 h l'après-midi (sans pause) soit 10 h par jour, alors que ce travail ne devrait pas excéder 4 heures par jour vu les dangers qu'il représente pour l'organisme. Les troubles qu'il peut provoquer vont de simples maux de tête, état d'ébriété, gêne respiratoire, à des maladies très graves (cf QdP n° 675). Les opérations s'effectuent avec un ciré, des bottes et des gants, mais sans aucun contrôle médical, ni examen à l'embauche, ni analyses. Il est scandaleux que les dépollueurs travaillent dans de telles conditions, connaissant tous les risques que comporte la manipulation du pétrole. Plusieurs cas d'intoxications, provoqués par les composés du mazout de l'*Amoco Cadiz*, ont été signalés parmi les civils et les militaires qui travaillent à la dépollution des côtes sinistrées. Certains cas ont été jugés suffisamment graves pour nécessiter une hospitalisation soit au CHU, soit à l'hôpital des armées à Brest. Aucune information officielle n'a été diffusée sur l'identité des personnes

intoxiquées, leur nombre, la gravité et la nature de l'intoxication !

Les ouvriers embauchés par Laving-Glace travaillent 8 jours, totalisant 80 heures, et ne sont payés que 11,50 F de l'heure, même le samedi les heures supplémentaires étant payées du même tarif. Pour donner une idée de la toxicité du travail : Shell ne fait travailler ses ouvriers que 2 heures par jour au dégazage à Brest. Pourquoi Laving-Glace n'embauche que pour une période de 8 jours ? elle craint qu'au bout de cette période n'apparaissent les premiers symptômes d'allergie au pétrole, (irritation de peau, conjonctivite, troubles respiratoires).

La soif de profit des patrons de Laving-Glace n'a pas de limites : elle se fait payer par la station de dégazage, qui dépend de la chambre de Commerce de Brest, cette dernière se fait rembourser la facture par le plan Polmar, non sans y avoir ajouté quelques zéros. C'est ainsi que la note fait bouler de neige, et que le contribuable paie très cher la réparation des dégâts (dont il n'est pas responsable), et qu'on surexploite les chômeurs chargés de réparer la casse, provoquée par l'imprévoyance capitaliste !

On peut se demander où passe l'argent des indemnités et des dons. Les intermédiaires sont nombreux. Lorsqu'ils auront nécessité une hospitalisation soit au CHU, soit à l'hôpital des armées à Brest. Aucune information officielle n'a été diffusée sur l'identité des personnes

Franck ROUSSEL

## Témoignage au *Quotidien du Peuple* de Bruno ALLIAUME et Marie-Liesse DUMAY

En provenance de Charleville-Mézières dans les Ardennes nous sommes arrivés la semaine dernière, ça fait exactement 6 jours qu'on est ici, je m'appelle Bruno Alliaume et j'ai 18 ans.

Il est à noter qu'au bout de 3 ou 4 jours de travail certaines personnes ont été sujettes à des troubles d'origine intestinale : coliques, diarrhées et constipation, de même toutes les parties du corps en contact avec le mazout présentaient une irritation chez de nombreuses personnes. A noter aussi les conditions d'hébergement qui ne sont pas en rapport avec le travail demandé, le fait de se laver à une certaine pour 2 douches prend beaucoup de temps pour se laver très imparfaitement ; devant le manque de solvants le pétrole s'accroche quand même, il est très dur de le faire partir, d'où les irritations aux mains.

Je m'appelle Marie-Liesse Dumay, je viens de Sedan. Je suis arrivée en même temps que Bruno, j'ai aussi constaté que le matériel était insuffisant : cirés, bottes et pantalons de plastique, souvent trop grands, et avec du mazout à l'intérieur, bien qu'on les nettoie. Lorsqu'on est sur les chantiers, si par exemple on reçoit du mazout dans la figure, il y reste jusqu'à ce qu'on rentre et qu'on puisse se laver ce qui fait qu'on a des rougeurs, des plaques, des irritations. On ramasse le mazout à la pelle que l'on

met dans des sacs ou dans des poubelles. Lorsqu'on reste 2 heures au-dessus du mazout on se sent euphorique, ivresse qu'on a crue au début due à la fatigue, mais due en réalité au travail car lorsqu'on ne travaille pas, on ne ressent pas ces malaises, même en se fatigant physiquement, on n'a pas les yeux qui brûlent, ni maux de tête, ni fièvre : alors que ce soir nous ressentons ces maux car aujourd'hui on a travaillé, sur les plages à ramasser des oiseaux pendant 2 heures et demie, où il y avait du pétrole ; ce soir on a de la fièvre. Personnellement j'ai aussi constaté un manque d'information, au moment des inscriptions pour partir en Bretagne, on nous a simplement demandé nos nom et prénom, âge et adresse, la veille ou l'avant-veille du départ on a été prévenu, on s'est retrouvé à la gare et tout le monde est parti sans aucune information. Après une semaine passée dans le pétrole on vient d'apprendre qu'il y a certaines contre-indications, notamment les affections cutanées, pulmonaires, maladie des reins. Personnellement j'ai de l'eczéma et après une semaine passée dans le pétrole j'apprends que ça n'était absolument pas conseillé ; j'ai appris cela par hasard !

### «NOUS NE SOMMES PAS 2 CAS PARTICULIERS»

— Bruno : Je précise que nous ne sommes pas deux cas particuliers dans l'en-

semble du camp, mais que ces phénomènes tels que troubles intestinaux ou autres existaient chez bien d'autres travailleurs bénévoles qui étaient venus en Bretagne. On a perçu ce genre de troubles chez énormément de personnes. Je voudrais aussi parler des conditions de travail et préciser que sur la plage à l'endroit même où on ramasse le mazout, il n'y a aucune possibilité de se faire soigner d'urgence, en cas de chute. Dans le camp, il n'y a aucun médecin disponible, il y a une seule infirmière qui n'est pas compétente quant aux problèmes dus au mazout et qui ne dispose pas du matériel nécessaire, elle n'a que de l'aspirine...

— Marie-Liesse : Lorsque nous sommes partis en Bretagne, nous n'avions pas d'informations autres que celles de la télé, c'est-à-dire, les plages grouillantes de volontaires. On nous a appris dans le train qu'on travaillait 4 heures c'est-à-dire 2 heures le matin, 2 heures l'après-midi sans nous donner d'explications. Nous avons donc pensé que c'était bien, qu'on aurait du temps de libre. On vient d'apprendre maintenant que c'est à cause des produits que contient le pétrole qu'il est dangereux de rester au-dessus du pétrole. Donc encore un manque d'information !

### «ON NE PEUT PLUS DORMIR»

— Bruno : Je précise

qu'on présente aussi parfois des troubles respiratoires, moi je tousse énormément depuis 2 jours, et j'ai aussi un copain qui tousse beaucoup surtout après le travail.

— Marie-Liesse : Il y a aussi le fait que la nuit on dort dans des tentes où il fait très très froid ; on a beaucoup de mal à dormir à cause du froid qui nous réveille en plein milieu de la nuit ; actuellement, on ne peut plus dormir malgré la fatigue, le fait qu'on ait des insomnies peut être dû aux produits qui se trouvent dans le pétrole et qu'on respire, aux odeurs qu'on respire à longueur de journée, n'ayant aucun problème en temps normal pour dormir dans le froid. Je suis déjà venue en Bretagne aux différentes périodes de l'année et je couchais sous tente sans aucun problème de ce genre.

— Bruno : Autre problème de ce genre, nous sommes en contact toute la journée avec des produits toxiques maintenant connus, qui sont susceptibles de déclencher des maladies à long terme telle que la leucémie ; il serait nécessaire que tous les bénévoles travaillant en Bretagne aient un certificat de travail qui permette d'établir qu'ils ont bien travaillé dans ces circonstances particulières et que la maladie éventuelle n'est pas un pur hasard.

Témoignages recueillis par Pierre PUJOL

## INFORMATIONS GENERALES

Procès de Troyes  
du propriétaire  
au transistor piégé

## L'ENGRENAGE

Lionel Legras, garagiste dans l'Aube s'était fait cambrioler sa résidence secondaire «Texas City», douze fois. Excédé par cette répétition que rien ne semblait pouvoir empêcher, le propriétaire confectionne un transistor bourré d'explosif et affiche sur la porte : «N'entrez pas, danger de mort». Une treizième fois, des cambrioleurs, deux bûcherons, s'introduisant dans la résidence. L'un d'eux est tué sur le coup, l'autre perd un œil. Legras paraissait ce mardi devant le tribunal de Troyes. La défense avait l'intention de demander le renvoi de l'affaire en Assises.

Pénalement, le propriétaire est coupable. Quelles que soient ses intentions et ses raisons, son acte a provoqué la mort d'homme, et la légitime défense ne peut absolument pas être invoquée puisque Legras, s'il était touché dans sa propriété, n'était pas menacé quant à sa personne. La propriété privée

étant aussi importante que la vie en ce pays, il est possible que devant un juré d'Assises, le garagiste soit complètement blanchi, ce qui serait une nouvelle incitation aux pratiques d'auto-défense tant réclamées par certains maires.

Une importante machine de propagande s'est mise en branle à propos de cette affaire : l'association «légitime défense», fondée par un ancien magistrat de la Cour de Sécurité de l'État en profite. Exaltation de «l'instinct de conservation», au nom duquel on réclame le droit aux policiers de tirer sans être inquiétés, aux propriétaires de tuer pour défendre leurs biens, aux tenanciers de cafés d'avoir le fusil à côté de la machine à café. Un projet de loi est même en préparation, visant à amnistier tout simplement les policiers impliqués dans les diverses «bavures» de ces dernières années.

On est loin de la protection des résidences secondaires.

## Pollution par désherbant

Le Recourt, affluent de la Meuse, a été pollué sur 9 kilomètres par le déversement d'une tonne de produits désherbants. Plusieurs milliers de poissons morts ont été découverts par les pêcheurs.

Radios libres  
à Grenoble

Une Association grenobloise pour la libération des ondes vient de se monter à Grenoble. Objet : défendre les radios libres et leur donner les moyens d'attaquer, par exemple en cas de brouillage.

Pour l'instant, une seule radio libre fonctionne dans la région : «Radio active» qui s'était manifestée la première fois lors de la marche sur Malville en 1976.

La Timone (Marseille) :  
la direction fait évacuer  
les hospitaliers grévistes

En grève depuis le 11 avril, le personnel de l'hôpital de la Timone continuait à assurer les soins gratuitement en tenant, à la place du cahier d'entrées et de sorties, un cahier de grève.

La direction, lundi après-midi, a fait évacuer le personnel du bureau des entrées. Une manifestation de deux cents personnes se rend aussitôt au bureau, barricadé par la direction au grand complet qui leur refuse l'entrée.

Les syndicalistes considèrent cela comme une atteinte directe au droit de grève et à la libre circulation des délégués syndicaux.

La police matraque  
les manifestants  
arméniens

Réunis lundi pour commémorer le génocide du peuple arménien par la Turquie en 1915 (un million cinq cent mille morts) dans et devant l'église arménienne de Paris, les Arméniens parisiens ont été violemment réprimés par la police.

La préfecture de police avait interdit une manifestation, mais le rassemblement de ceux qui n'avaient pu entrer dans l'église était de trop ! Plusieurs bars de police quadrillaient le quartier et des dizaines d'Arméniens ont été brutalement entassés dans des cars de police.

Le même jour à Marseille, plusieurs milliers de personnes manifestaient pour demander «Justice pour le peuple arménien».

## INTERNATIONAL

## Conférence de Mahe

POUR LA DEMILITARISATION  
TOTALE DE L'OCEAN INDIEN

● A Mahé, principale île des Seychelles, doit se tenir jeudi une conférence des «forces progressistes» de l'Océan Indien. Elle regroupera la Tanzanie, le Mozambique, Madagascar, les Seychelles, les Comores représentés, au niveau des gouvernements l'île Maurice, représentée par le parti d'opposition : Mouvement Militant Mauricien, et La Réunion, par des partis autonomistes.

Les pays qui bordent l'Océan Indien, et les archipels et îles de cet Océan (qui ont souvent acquis leur indépendance depuis peu) se trouvent confrontés aux menaces des grandes puissances, dans cette zone stratégique traversée par la route des grands pétroliers.

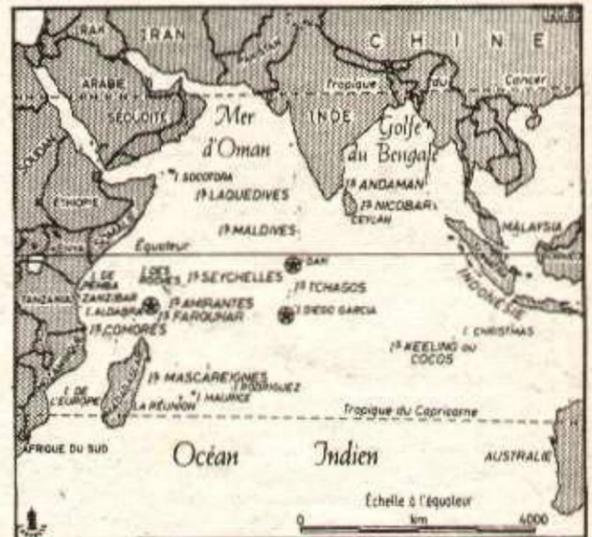
La rivalité acharnée des superpuissances se manifeste dans les conflits de la Corne de l'Afrique et d'Afrique australe. Elle peut également mettre en cause la souveraineté d'un de ces Etats. La conférence de Mahé constitue un premier regroupement des forces qui entendent s'opposer à la présence des flottes militaires des grandes puissances dans l'Océan Indien, pour en faire une zone de paix et le mettre à l'abri de toute intervention extérieure aux pays insulaires ou riverains.

Les flottes étrangères sont en effet nombreuses dans l'Océan Indien. La France reste, au dire même du chef d'Etat major de la marine française «la principale puissance maritime de l'Océan Indien» avec une flotte de vingt navires servie par 4 000 marins. Elle dispose d'importants points d'appui hérités de la période coloniale

(Djibouti, la Réunion, Mayotte, et les îlots annexés à Madagascar).

De son côté, l'impérialisme américain déploie surtout au Nord de l'Océan Indien, sa flotte de la Mideast Force, principalement basée à Bahrein. Les USA ont pris possession de l'île de Diego-Garcia dont les 2 000 habitants ont été déportés pour en faire une station d'écoutes perfectionnée avec base aérienne et base pour les sous-marins nucléaires. Au Sud, la «présence occidentale» est assurée par la flotte des racistes d'Afrique du Sud, largement renforcée par les impérialistes occidentaux avant l'embargo.

L'URSS dispose également d'une flotte de quinze unités et de sous-marins, principalement basée à Aden au Sud-Yemen. Ayant perdu ses facilités navales en Somalie à la suite de la rupture avec le gouvernement de Siad Barre l'année dernière, elle compte gagner des positions en Mer Rouge en aidant l'Ethiopie dans la guerre contre le peuple d'Erythrée. Le social-impérialisme compte également profiter d'une éventuelle intervention en Afrique australe pour y gagner des positions. Enfin, l'année dernière, l'URSS a tenté



d'acheter l'île de Gan aux îles Maldives.

A l'ordre du jour de la Conférence de Mahé, bien entendu, la lutte contre le colonialisme et les régimes racistes, condition première de l'indépendance de cette zone. Dans le cadre de la lutte contre les séquelles du colonialisme français, il faut citer l'annexion de Mayotte aux Comores et l'annexion des îlots du Canal de Mozambique annexés à Madagascar en 1973. De plus, la France a instauré une zone de 200 milles autour de ses «possessions» de l'Océan Indien, aggravant ainsi les annexions.

Les participants à la conférence de Mahé examineront également les mesures à prendre pour faire respecter la souveraineté des pays sur leurs eaux territoriales et leurs zones économiques, sou-

veraineté menacée par les flottes militaires, mais aussi par les navires-espions, les pétroliers, et les navires de recherche des grandes puissances qui se préparent à piller les richesses de l'Océan Indien.

Enfin, ils coordonneront leur action pour faire avancer dans les instances internationales, en particulier à l'ONU, le principe de la démantèlement de l'Océan Indien. Cette question a été un point d'affrontement entre les deux superpuissances et le Tiers Monde, celles-ci voulant imposer de prétendues «réductions mutuelles» dans l'espoir de gagner des points sur l'autre, alors que les pays de l'Océan Indien et du Tiers Monde exigent une démantèlement totale et effective et le contrôle de l'Océan par les riverains.

J.-P. CHAMPAGNY

## Tchad

Intervention armée et pressions  
politiques de l'impérialisme  
français

Après la visite-éclair du ministre des Affaires étrangères tchadien à Paris et l'envoi d'urgence de nouvelles troupes françaises au Tchad, le ministre des Affaires étrangères libyen a fait un bref voyage à Paris et a rencontré Guiringaud. Les deux ministres ont, bien entendu, parlé du Tchad et ont publié un communiqué préconisant «une solution politique, permettant la réconciliation nationale au Tchad, par la voie de la négociation». Dimanche, le président libyen Khadafi publiait un communiqué attaquant Goukouni, dirigeant des forces réunifiées du FROLINAT et l'accusant d'avoir violé le cessez-le-feu. Khadafi somme le FROLINAT de «mettre fin aux activités enfreignant la déclaration finale de Benghazi et notamment d'arrêter les hostilités en cours». Dans

son communiqué, Khadafi omet de mentionner une clause importante des accords signés le mois dernier en Libye : elle mentionnait l'arrêt des interventions étrangères ; or celle de la France n'a fait que se renforcer.

De son côté, Goukouni a répondu au président libyen en lui demandant la mise sur pied du comité militaire nigéro-lybien qui doit inspecter le pays pour assurer le cessez-le-feu.

La position de la Libye coïncide étrangement avec la rencontre franco-libyenne de ce week-end. Quels marchandages s'effectuent actuellement sur le dos du peuple tchadien ? Il semble que, de plus en plus, la «réconciliation nationale» se réduise à une répartition de zones d'influence entre puissances étrangères. L'intervention renforcée des troupes françaises

semble viser davantage à préserver la position de Malloum dans le cadre de nouvelles négociations qu'à lui assurer une victoire militaire qui semble désormais exclue. Cette intervention s'accompagne de pression sur la Libye.

L'intérêt porté par l'impérialisme français s'explique par la position stratégique du Tchad en Afrique, par les intérêts français (le coton exploité par Cotonfran), mais aussi par les fabuleuses ressources minières et pétrolières que

recèle le sous-sol du Tchad. Des indices d'uranium, de métaux rares, de platine, d'or ont été découverts dans le Nord, le Sud-ouest. En ce qui concerne le pétrole, la Conoco, compagnie américaine effectue des recherches depuis dix ans. Les réserves tchadiennes seraient nettement supérieures à celles de la Libye. L'Institut français du pétrole vient de s'associer au trust américain pour l'exploitation du pétrole qui va commencer.

BORDEAUX  
Campus universitaire  
Projection-Débat :  
Film sur la lutte du peuple de Zimbabwe  
contre le régime fasciste de Rhodésie  
Jeudi 27 avril à 20 h 30  
Village 5. Salle du bâtiment AB

Comité Zimbabwe

**PROGRAMME TÉLÉ**

**Mardi 25 avril**

TF 1

- 18 h 25 - Pour les jeunes
- 18 h 50 - Comment faire
- 18 h 55 - Le village englouti
- 19 h 15 - Une minute pour les femmes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Eh bien, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Le printemps de Désiré Lafarge
- 22 h 00 - Contes à vivre debout
- 23 h 00 - Journal et fin

A 2

- 18 h 40 - C'est la vie
- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Top club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Les dossiers de l'écran : R.A.S. Film d'Yves Boisset (1972-73) sur le contingent français en Algérie.
- 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

- 18 h 35 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Télévision régionale
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - La steppe. Film dramatique italien
- 22 h 05 - Journal
- 22 h 20 - Réussite

**Mercredi 26 avril**

TF 1

- 18 h 25 - Pour les jeunes
- 18 h 50 - Comment faire
- 18 h 55 - Le village englouti
- 19 h 10 - Une minute pour les femmes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Eh bien, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Claudine
- 23 h 00 - Journal et fin

A 2

- 18 h 25 - Dessins animés
- 18 h 40 - C'est la vie
- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Top club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 25 - Football : Bastia-Eindhoven
- 22 h 20 - Questions de temps : Quelle France ?
- 23 h 10 - Journal et fin

FR 3

- 18 h 35 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Télévision régionale
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - La bataille de la Neretva. Film yougoslave
- 22 h 40 - Journal
- 22 h 55 - Ciné-regards

# CRAYON VERT

Numéro spécial de Haute-Saône en Lutte et APL Paysans Editions Pouillard

CRAYON VERT (HAUTE SAÔNE EN LUTTE APL PAYSANS) aux éditions Pouillard vient de paraître.

Dix ans de dessins (afiches, tracts, banderoles, journaux...) qui racontent dix ans de l'histoire des paysans : la modernisation des exploitations et ses conséquences (l'exode pour les uns, l'endettement pour les autres) ; les plans et contre-plans (le 6<sup>e</sup> et le 7<sup>e</sup>, celui de Védel, celui de Mansholt...) ; la concentration du secteur agro-alimentaire, l'encadrement de l'agriculture, les discours bien connus sur les chefs d'entreprises, la compétitivité, le pétrole de la France, le pouvoir économique etc..., l'unité syndicale contestée, l'accroissement des disparités, les spéculations foncières, la guerre du lait, le Larzac, la crise de la viande, etc...

Un maximum de dessins de Sabadel, et aussi de Serge Golder, de Heuy, de Piem et un grand nombre de dessins faits par des mains anonymes. Des dessins qui frappent souvent juste, mais qui n'échappent pas parfois à un certain simplisme ou à un fatalisme du paysan écrasé par les profiteurs. Un recueil qui a le mérite de retracer par le crayon certains épisodes de l'histoire récente de la paysannerie.



## Et l'acier fut trempé

118<sup>e</sup> épisode

Razvalikhine et Lida se dirigeaient vers Pod-doubtsy, le cocher se plaignit de la lutte des femmes. Arrivés, après la réunion, ils s'endormirent. Lida fut réveillée par les gestes mal-intentionnés de Razvalikhine...

— Retire tes mains et fiche le camp de mon lit. Elle le repoussa. Le sourire égrillard de Razvalikhine lui déplaisait depuis longtemps. Elle voulait dire quelque chose de vexant et de railleur, mais le sommeil reprit le dessus et elle ferma les yeux.

— Pourquoi tant de manières ? Tu parles d'une bonne éducation... Vous ne sortiriez pas, par hasard, de l'institut des jeunes filles nobles ? Tu t'imagines peut-être que je l'ai crue ? Ne fais pas la sottise. Si tu es un être conscient, satisfais d'abord mon besoin. Après, tu pourras dormir tant que tu voudras.

Estimant inutile de gaspiller ses mots, il quitta de nouveau son banc pour s'asseoir sur le lit, et posa une main exigeante, impérative, sur l'épaule de Lida.

— Va-t'en au diable ! lança la jeune fille, en se réveillant aussitôt. Demain, je raconte tout à Kortchaguine, parole d'honneur.

Il l'attrapa par le bras et chuchota, énervé : — Je m'en fous de ton Kortchaguine. Quant à toi, inutile de ruer, sinon je te prends de force. Après une courte lutte entre eux, le silence de l'isba fut rompu par une gifflade sonore, puis par

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

une deuxième... Razvalikhine fut rejeté sur le côté. Lida se précipita dans l'obscurité vers la porte, la poussa et courut dehors où elle s'arrêta, baignée par la lune, suprêmement indignée.

— Rentre à la maison, imbécile ! cria Razvalikhine, furieux.

Il sortit sa literie sous l'auvent et passa la nuit dehors, tandis que Lida mettait le loquet et se recouchait en chien de fusil.

Le matin, pendant le trajet de retour, Razvalikhine, assis à côté du cocher, fumait cigarette sur cigarette.

« Cette sainte-nitouche pourrait bien faire comme elle a dit et tout dégoiser à Kortchaguine. Quelle poupée sans cervelle ! Si encore elle était jolie, mais non, même pas ça. Il faut faire la paix avec elle, autrement je pourrais avoir des ennuis. Kortchaguine me regarde déjà d'un sale œil. »

Il changea de place et s'assit près de Lida. Jouant la confusion, simulant la tristesse, il se lança dans une justification embarrassée et des protestations de repentir.

Razvalikhine parvint à ses fins : lorsqu'ils arrivèrent à destination, Lida lui avait promis de ne pas ébruiter l'incident.

Des cellules du Komsomol naissaient l'une après l'autre dans les villages de la frontière. Les dirigeants de district se dépensèrent sans compter pour développer ces premières pousses du mouvement communiste. Kortchaguine et Lida Polévkyh passaient des journées entières dans ces villages.

Razvalikhine n'aimait pas ce genre de travail. Il ne savait pas lier connaissance avec les jeunes paysans et gagner leur confiance, et ne faisait que tout gâcher. Polévkyh et Kortchaguine, au contraire, y parvenaient tout naturellement. Lida rassemblait les filles autour d'elle, se faisait quelques amies et ne les perdait plus de vue, éveillant peu à peu un intérêt grandissant pour la vie et l'activité du Komsomol. Kortchaguine était connu comme le loup blanc dans tout le district. Le 2<sup>e</sup> bataillon de préparation militaire groupait six cents jeunes. Jamais encore l'accordéon n'avait joué dans la propagande un aussi grand rôle qu'ici, au cours des soirées en plein air. Grâce à lui, Kortchaguine devenait aussitôt un « copain », et plus d'un gars de la campagne trouva la voie du Komsomol en commençant par écouter l'accordéon enchanteur, tantôt passionné et faisant battre les cœurs au rythme endiablé d'une marche, tantôt caressant et tendre dans les tristes ritournelles des chansons ukrainiennes. On écoutait l'accordéon, on écoutait aussi l'accordéoniste, l'ancien ouvrier devenu commissaire politique et « secrétaire » du Komsomol. Le chant de l'accordéon et les paroles du jeune commissaire pénétraient ensemble dans les cœurs. De nouvelles chansons résonnèrent dans les villages, et d'autres livres que les psautiers et les clés des songes firent leur apparition dans les isbas.

(à suivre)

## DOCUMENT

Extraits de critiques adressées par des militants de Madrid aux thèses et au fonctionnement du PCE

Ces militants se déclarent d'accord avec les thèses maîtresses de la politique du PC : Réconciliation nationale, politique d'union démocratique, nouvelle formation politique, socialisme dans la liberté, etc. Cependant, l'acuité de leurs critiques révèle assez bien leur état d'esprit et les contradictions présentes dans le PCE.

«Les propositions sont teintées d'un électoralisme excessif qui frise le renoncement à notre identité propre. Les propositions sont plus descriptives qu'analytiques ; en particulier une importance excessive est accordée aux objectifs, délaissant l'analyse marxiste des moyens pour y arriver. Le texte confine au subjectivisme et au triomphalisme. Parfois manque d'autocritique. Où est la proposition spécifique sur le problème des nationalités et des régions ? Où en est la thèse spécifique sur l'analyse politique de l'organisation du nouveau parti de masse ? Sans véritable fonctionnement, il n'y aura pas d'autre issue que la bureaucratie des comités.»

o Sur la thèse 15 (abandon du léninisme) : «tout en reconnaissant l'importance, l'audace et la justesse de cette thèse, nous y trouvons, de même que dans les statuts, une grave lacune : la non-définition du caractère de classe de notre parti.»

Soulignant le «caractère antagoniste de la classe ouvrière avec la bourgeoisie», le texte souligne : «D'autres forces peuvent être ses alliées, mais la classe ouvrière sera dirigeante. La garantie que notre parti soit révolutionnaire, c'est qu'il soit un parti de la classe ouvrière.»

o Sur le titre II des statuts : «Une formulation marxiste doit comporter : le droit et le devoir de critique et d'autocritique.»

o Sur le passage pacifique au socialisme : «Il faut dissiper toute illusion réformiste. Notre stratégie de voie démocratique au socialisme implique un moment de rupture avec le pouvoir bourgeois. Il faut élaborer une politique qui oriente et donne un contenu réel à cette question cruciale de la rupture socialiste. Nous ne pouvons minimiser les situations qui exigeront des forces progressistes l'exercice de la violence révolutionnaire.»

## Camacho, le syndicat et le PCE

Le Congrès «Carrillo» du PCE a vu 3 dirigeants des Commissions Ouvrières entrer au Comité exécutif du parti : Camacho, le secrétaire général des Commissions ouvrières, est l'un d'eux. Ses déclarations au Figaro ne laissent aucun doute sur la signification de ses promotions : renforcer l'emprise du PCE sur les Commissions ouvrières et en faire l'instrument de la politique de réconciliation.

A propos du Pacte de la Moncloa, il affirme :

«Le choix d'une politique de réconciliation était vital : nous devons innover ou périr, et nous avons innové avec tellement de succès que Machiavel lui-même, à côté de nous, semble un apprenti.»

Pour les Commissions ouvrières, l'alternative était la même. Aujourd'hui, le réalisme est de rigueur, même si, parfois, il est désagréable à entendre pour les travailleurs. La politique d'un leader syndical ne peut plus se permettre d'être artisanale.

Il ne faut, du reste, pas qualifier ce pacte de pacte social, comme celui qui existe en Grande-Bretagne, par exemple, et qui fait supporter tout le poids de la crise aux travailleurs. Ici, les sacrifices sont partagés. A preuve, la loi de réforme fiscale, qui tarde peut-être à être appliquée, mais qui a été votée par le Parlement.»

## Lettre de Moro et communiqué des Brigades Rouges

# A QUI SERT LA MORT DE MORO ?

# ● COUDEES FRANCHES POUR CARRILLO ● ● PRESSIONS POSSIBLES DE MOSCOU

«Le Parti communiste d'Espagne est un parti marxiste, démocrate et révolutionnaire», cet article des statuts du PCE par lequel celui-ci a remplacé l'article des précédents statuts indiquant : le PCE est un «parti marxiste-léniniste» est donc l'une des principales innovations de son 9<sup>e</sup> Congrès.

Quant aux formulations de Carrillo contenues dans son rapport, sur le «centralisme démocratique» ou «l'hégémonie de la classe ouvrière», elles ont été quelque peu modifiées au moment de l'adoption des thèses qui ne parlent plus par exemple que de «règles démocratiques».

Les instances dirigeantes des instances dirigeantes de ce congrès font preuve, par leur composition, d'une remarquable continuité puisque la plupart des membres sortants du comité central et la quasi-totalité des membres du comité exécutif, ont été réélus. Les nouveaux noms correspondent essentiellement à un élargissement des instances dirigeantes, le Comité central passant ainsi de 136 à 160 membres.

### CARRILLO CONFIRME

Au total, pour Santiago Carrillo, réélu secrétaire général du parti, ce congrès est une victoire importante, car il constitue pour la première fois depuis la fin du fascisme et de la clandestinité en Espagne, la reconnaissance «légitime» de son pouvoir au sein du parti. Carrillo a

désormais les coudées plus franches pour mener à bien la politique euro-révissionniste qu'il a engagée.

### OPPOSITION AMBIGUE A L'URSS

Les distances prises vis-à-vis de l'URSS ont été réaffirmées, même si l'opposition à la présence des bases américaines sur le sol espagnol, a été soulignée avec plus de force que ce qui était contenu dans les propos de Carrillo. Mais, les Soviétiques n'ont sans doute pas renoncé à exercer dans l'avenir de multiples pressions sur le PCE pour faire obstacle à ses tentatives de s'éloigner des positions moscovitaires. Les Soviétiques profiteront pour cela des positions ambiguës du PCE à leur égard, une ambiguïté qu'indique cette réflexion

de Federicho Melchior, du bureau exécutif du PCE : tout en estimant que «les régimes de l'Est sont dominés par les bureaucraties», il affirme : «Plutôt que de capitalisme d'Etat, il faudrait sans doute parler de socialisme monopoliste d'Etat.»

### LES PRESSIONS POSSIBLES DE MOSCOU

Les propos tenus par Afanassiev, rédacteur en chef de la Pravda, qui dirigeait la délégation soviétique au 9<sup>e</sup> congrès du PCE, sont significatifs des pressions potentielles de Moscou. Lorsque Afanassiev souligne avec insistance : «La force d'un parti communiste repose sur son unité. Or, je n'ai pas trouvé une très grande unité au cours du congrès. En outre, j'ai l'impression que la discussion n'est pas terminée», cela ne signifie-t-il pas que les Soviétiques sont prêts à exploiter ce «manque d'unité», y compris en encourageant des scissions comme ils l'ont fait en suscitant dans le passé la tentative ratée de la formation d'un autre PCE, dirigé par Lister ? Y compris aussi en s'appuyant sur un fractionnement régional ; parlant de

l'abandon de la référence au «léninisme», Afanassiev note : «Je doute que le parti sorte renforcé de la polémique que cela a provoqué. Une importante minorité s'est opposée à l'abandon. Les Catalans sont contre.»

### «EN UNION SOVIETIQUE NOUS SOUFFRONS D'UN EXCES DE DEMOCRATIE»

Répondant au Monde qui l'interroge sur la renonciation du PCE également à la «dictature du prolétariat» et au «parti unique», Afanassiev met en avant une prétendue défense soviétique des «principes» en faisant cette réponse «renversante» : «Ma réponse va vous paraître paradoxale, dit-il, mais, en Union soviétique, nous souffrons d'un excès de démocratie. Quand la nouvelle Constitution a été débattue, notre journal (La Pravda) a reçu 35 000 lettres de lecteurs, et la majorité de ces lettres demandaient davantage de discipline, une plus stricte application des décisions prises (...).»

### «NOUS VERRONS PAR LA SUITE»

Toutefois, les Soviétiques sont bien obligés de tenir compte du fait que la position de Carrillo sort renforcée du 9<sup>e</sup> congrès du PCE, d'autant qu'ils ont un élément d'accord fondamental avec ce parti : la direction du PCE, autant que les dirigeants soviétiques, est hostile à tout pouvoir des masses sur la société. Ce sont ces différentes raisons qui font dire à Afanassiev, parlant du parti espagnol, qui s'est affirmé comme un combattant d'avant-garde pour la politique d'austérité et de collaboration de classes : «La politique qu'il a appliquée jusqu'ici n'indique pas qu'il ait cessé d'être révolutionnaire. Nous verrons par la suite.»



Mardi matin, le déroulement de l'affaire Moro paraissait proche. Un communiqué transmis très tôt de l'AFP annonçait que le corps de Moro avait été abandonné dans les Abruzzes. En l'absence de confirmation concernant l'authenticité de cette information, il faut relever qu'elle est conforme aux termes de la dernière lettre de Moro reçue lundi soir et du communiqué N° 8 des Brigades rouges qui l'accompagnait : «Nous sommes arrivés presque à l'heure zéro. Ce n'est plus qu'une question de secondes, de minutes. Nous sommes au moment du

massacre... écrit-il à Zaccagnini le secrétaire général de la DC, je demande qu'à mes funérailles ne participe aucune autorité de l'Etat, ni des hommes de parti... La force communiste qui s'est jetée dans la bataille devra rendre des comptes en regard de la position socialiste plus humaine... Je n'accepte pas la sentence inique et ingrate de la DC. Que la DC ne croie pas avoir réglé son problème en liquidant Moro. Je resterai comme un point de contestation pour empêcher que l'on fasse de la DC ce que l'on en fait aujourd'hui.»

Le communiqué des Brigades Rouges affirmait notamment : «Aldo Moro est un prisonnier politique et sa libération est possible uniquement si on rend la liberté aux prisonniers communistes détenus en otages dans les prisons du régime». Il donnait 13 noms, pour la première fois. «Seule une réponse positive et immédiate de la Démocratie chrétienne et de son gouvernement donnée sans équivoque et concrètement pourra permettre la libération de Moro.»

Lundi soir le secrétaire général adjoint du parti déclarait : «Il n'y a

rien à ajouter, rien à réunir, rien à changer». Moro était condamné à mort à la fois par les Brigades Rouges, la DC et le PC. Deux éléments apparaissent d'ores et déjà probables quant à l'issue de cette sordide affaire : Moro y laissera vraisemblablement sa vie. La DC et le PC ont eu toute latitude dans cette période pour rivaliser dans la «fermeté», l'escalade des mesures répressives, et pour ensemble préparer l'opinion à l'idée selon laquelle, à l'image des Brigades Rouges, tout ce qui attaque l'Etat italien est «criminelle».